

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Québec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI 5 JANVIER 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, JANUARY 5th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final date for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canadian Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Kokko Creek Mining Corporation Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1950, constituant en corporation: Frank J. Dolan, comptable, J. Austin Murphy, C.R., avocat, Joseph Clovis Dagenais, Edward O'Toole, avocats, Flore-Annette Poirier, Denyse Paret, secrétaires, et Lottie Pachal, dactylo, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des miner is;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Kokko Creek Mining Corpora-

Letters Patent

Kokko Creek Mining Corporation Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1950, incorporating: Frank J. Dolan, accountant, J. Austin Murphy, K.C., barrister, Joseph Clovis Dagenais, Edward O'Toole, barristers, Flore-Annette Poirier, Denyse Paret, secretaries and Lottie Pachal, typist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Kokko Creek Mining Corporation Ltd.",

tion Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois novembre 1950, constituant en corporation: Hyman Newman, administrateur, Dr Emmanuel Rosenberg, avocat, et Blanka Gyulai, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer de biens immobiliers ou d'intérêt en iceux, sous le nom de "Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

Montreal Securities Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six décembre 1950, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres, et Cecil Bruce Cooke, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et opérer les commerces, fonctions et activités générales d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de "Montreal Securities Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 800 actions privilégiées et 200 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

St. Henry's Meat & Provision Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1950, constituant en corporation: Roland Laramée, boucher, Ben Obront, boucher, et Sally Moore, épouse séparée de biens de Ben Obront, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of November, 1950, incorporating: Hyman Newman, executive, Dr Emmanuel Rosenberg, barrister, and Blanka Gyulai, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and dispose of real estate or interest therein, under the name of "Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

Montreal Securities Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of December, 1950, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, book keeper, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on and engage in the businesses, functions and activities generally of an investment holding company, under the name of "Montreal Securities Corporation", with a capital stock of \$50,000 divided into 800 preferred shares and 200 common shares, all of the par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

St. Henry's Meat & Provision Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1950, incorporating: Roland Laramée, butcher, Ben Obront, butcher, and Sally Moore, wife separate as to property of Ben Obront, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épiciers, marchands de grain et de provisions, viande et produits de la viande, sous le nom de "St. Henry's Meat & Provision Market Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

To carry on the business of grocers, grain and provision merchants, meat and meat products, under the name of "St. Henry's Meat & Provision Market Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

The Bankers' Building Limited
L'Edifice des Banquiers Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq novembre, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Gérard Corbeil, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Jeanne Drouin, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier certaine propriété immobilière, sous le nom de "The Bankers' Building Limited" — "L'Edifice des Banquiers Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

The Bankers' Building Limited
L'Edifice des Banquiers Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1950, incorporating: Léo Davignon, accountant, Gérard Corbeil, lawyer, both of the city of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "The Bankers' Building Limited" — "L'Edifice des Banquiers Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each, and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

Zinc Metal Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1950, constituant en corporation: Stanley Edward Malouf, géologue, John Craig McDonald, métallurgiste, tous deux de Noranda, et Michael Paul Cuddihy, conseil en loi du Roi, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Zinc Metal Corporation", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29089 L. DÉSILETS.

Zinc Metal Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1950, incorporating: Stanley Edward Malouf, geologist, John Craig McDonald, metallurgist, both of Noranda, and Michael Paul Cuddihy, King's Counsel, of Rouyn, all in the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelte, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Zinc Metal Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for each share;

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
29089-o Deputy Attorney General.

Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1950, constituant en corporation "Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe".

Le siège social de ladite corporation est situé en la cité de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 29 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
29104-o JEAN BRUCHÉSI.

**L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe
The Roman Catholic Bishop of Saint-Hyacinthe**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1950, constituant en corporation "L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe"—"The Roman Catholic Bishop of Saint-Hyacinthe".

Le siège social de ladite corporation est situé à Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 29 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
29105-o JEAN BRUCHÉSI.

Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76) letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1950, incorporating "Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe".

The head office of the said corporation is in the City of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
29104

**L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe
The Roman Catholic Bishop of Saint-Hyacinthe**

Notice is given that under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76) letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1950, incorporating "L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe"—"The Roman Catholic Bishop of Saint-Hyacinthe".

The head office of the said corporation is at Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, December 29th, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
29105

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1368

Québec, le 14 décembre 1950

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuses dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 octobre 1950;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié comme suit:

1° A l'article I, l'alinéa suivant est ajouté:

Orders in Council

**ORDER IN COUNSEL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1368

Quebec, December 14, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 7, 1950;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

1. In section I, the following paragraph is added:

"Zone IX: Les villes de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-Georges et Saint-Georges-Ouest et les municipalité de village de Linière, Saint-Joseph, Sainte-Marie, Vallée Jonction, Tring Jonction, Saint-Victor-de-Tring, les municipalités de paroisse de Sainte-Martin, Saint-Joseph-de-Beauce, sud-ouest, Saint-Joseph-de-Beauce, l'Enfant-Jésus, Saint-Benoît-Labre, Saint-Frédéric, Saint-Victor-de-Tring, Sainte René, Saint-Jean-de-la-Lande, Notre-Dame de la Providence et les municipalités de Saint-Côme de Kennebec, Saint-France-de-la-Beauce, Saint-François-Ouest, Sainte-Marie-de-la-Beauce, d'Aubert-Gallion et la municipalité du Canton de Shenley."

2° Au paragraphe "c" de l'article IV, un nouvel alinéa "6" est ajouté comme suit:

"6. Dans la zone IX, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$35.00 par semaine."

3° Au paragraphe "f" de l'article IV, les mots "dans les zones II, IV, V, VI, VII et VIII" sont remplacés par "dans les zones II, IV, V, VI, VII, VIII et IX".

4° Au paragraphe "a" de l'article V, le sous-paragraphe suivant est ajouté:

"Zone IX: Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

5° Un sous-paragraphe "8" est ajouté au paragraphe "b" de l'article VI comme suit:

"8. Nonobstant les dispositions précédentes dans la zone IX, le salaire minimum d'une employée régulière est de \$15.00 par semaine."

6° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article VII:

"Zone IX: Le lundi: de 1.00 p.m. à 7.00 p.m.

Les mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Pendant, durant les mois de juillet et août, les heures de travail sont les suivantes:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m."

7° Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article XII:

"Zone IX: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi \$0.50

Samedi et veilles de fêtes chômées. 0.60

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi. 0.25

Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées. 0.50

Coupe de la barbe. 0.25

Manucure. 0.75

Teinture des cheveux. 5.00

Retouche. 3.00

Décoloration. 3.00

Ondulation permanente. 3.50

Ondulation permanente pour enfants au-dessous de 14 ans. 2.50

Ondulation permanente à froid. 8.00

Ondulation permanente chimique. 5.00

Mèche individuelle. 0.25

Massage facial:

dans les salons de coiffure. 1.50

"Zone IX: The towns of Beauceville, Beauceville-Est, St. Georges and St. Georges-Ouest, and the village municipalities of Linière, St. Joseph, Sainte Marie, Vallée Jonction, Tring Jonction, St. Victor-de-Tring, the parish municipalities of St. Martin, St. Joseph-de-Beauce, Sud-Ouest, St. Joseph-de-Beauce, L'Enfant-Jésus, St. Benoit-Labre, St. Frederic, St. Victor-de-Tring, St. Rene, St. Jean-de-la-Lande, Notre-Dame-de-la-Providence and the municipalities of St. Côme de Kennebec, St. François-de-la-Beauce, St. François-Ouest, Sainte-Marie-de-la-Beauce, d'Aubert-Gallion and the township municipality of Shenley."

2. In subsection "c" of section IV, a new paragraph 6 is added as follows:

"6. In zone IX, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$35.00 per week."

3. In subsection "f" of section IV, the words "in zones II, IV, V, VI, VII and VIII" are replaced by "in zones II, IV, V, VI, VII, VIII and IX".

4. In subsection "a" of section V, a paragraph is added as follows:

"Zone IX: Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.30 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

5. A paragraph "8" is added to sub-section "b" of section VI, as follows:

"8. Notwithstanding the foregoing provisions, in zone IX, the minimum wages of a regular female employee is \$15.00 per week."

6. The following paragraph is added to subsection "a" of section VII:

"Zone IX: Monday: 1.00 p.m. to 7.00 p.m.

Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday and Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, during the months of July and August, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday and Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m."

7. The following provisions is added to section XII:

"Zone: IX: Haircut for children, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. \$0.50

Saturday and holiday eves. 0.60

Haircut for children under 14 years of age: Monday, Tuesday, Wednesday

Thursday. 0.25

Friday, Saturday and holiday eves. 0.50

Shave. 0.25

Manicure. 0.75

Dyeing of the hair. 5.00

Retouching dyed hair. 3.00

Bleaching. 3.00

Permanent wave. 3.50

Permanent wave for children under 14 years of age. 2.50

Permanent wave, cold process. 8.00

Permanent wave, chemical. 5.00

Individual curls. 0.25

Facial:

in hairdressing parlors. 1.50

in barber shops. 0.75

dans les salons de barbier	0.75	Rinse	0.50
Rinçage	0.50	Komol wave	1.00
Ondulation Komol	1.00	Paper wave	1.25
Ondulation au papier	1.25	Marcel wave	0.75
Ondulation Marcel	0.75	Water wave	0.50
Ondulation à l'eau	0.50	Shampoo	0.50
Shampooing	0.50	Singeing of the hair:	
Flambage des cheveux:		in hairdressing parlors	0.50
dans les salons de coiffure	0.50	in barber shops	0.25
dans les salons de barbier	0.25	Rubbing with lotion	0.50
Friction avec lotion	0.50	Plucking of eyebrows	0.50
Épilation des sourcils	0.50	Electrolysis depilatory treatment per	
Épilation par Électrolyse, de l'heure	5.00	hour	5.00
Épilation avec cire épilatoire	3.00	Wax depilatory treatment	3.00
Traitement du cuir chevelu	2.00	Scalp treatment	2.00
Repeignage des cheveux	0.40	Recombing of the hair	0.40
Laque	0.25	Lacquer	0.25
Lotion	0.25	Lotion	0.25
Aiguillage de rasoir	0.35	Razor setting	0.35
Tonique	0.25	Tonic	0.25

(Document "B" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
 29107-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "B" annexed to the Order)
A. MORISSET,
 29107-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Numéro 1412

Number 1412

Québec, le 21 décembre 1950.

Quebec, December 21, 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la Province.

CONCERNING amendments of the decree relating to charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the eastern region of the Province.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé, rendue obligatoire par le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé, rendered obligatory by the decree number 3824 of October 12, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 11 novembre 1950;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of November 11, 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3824, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 3824, be amended as follows:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

1. Section IV is replaced by the following:

DISPOSITIONS RELATIVES AUX SALAIRES MINIMA

PROVISIONS RESPECTING MINIMUM WAGES

IV. *Employés réguliers:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

IV. *Regular employees:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
	I	II	III
	par semaine — Per week		
a) <i>Infirmières régulières — Regular nurses:</i>			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months	\$29.00	\$29.00	\$29.00
Après six (6) mois — After six (6) months	31.00	31.00	31.00
Après un (1) an — After one (1) year	34.00	34.00	34.00

b) *Employés réguliers du sexe masculin — Regular male employees:*

1° Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman:			
i) <i>Chef — Chief</i>			
1ère Classe — 1st Class	65.00	65.00	65.00
2ème Classe — 2nd Class	54.00	54.00	52.00
3ème Classe — 3rd Class	48.00	48.00	46.00
ii) <i>Mécanicien — Engineman</i>			
<i>l'heure — per hour</i>			
2ème Classe — 2nd Class	0.88	0.88	0.85
3ème Classe — 3rd Class	0.78	0.78	0.75
4ème Classe — 4th Class	0.73	0.73	0.70
2° Ouvrier spécialisé de la machinerie — Skilled machinery worker. . .	0.93	0.93	0.93
3° Employé en charge d'un département: \$3.00 de plus que le salaire maximum de sa catégorie dans sa zone territoriale pour une semaine régulière de travail — Employee in charge of a Department: \$3.00 in excess of the maximum rate of his category in his territorial zone for a standard work week.			
4° Chauffeur — Fireman	0.65	0.65	0.62
5° Cuisinier-chef, Boulanger-chef, Boucher-chef, Buandier-chef, Cordonnier-chef — Chief-cook, chief-baker, chief-butcher, chief-laundrer, chief-shoemaker.			
	<i>par semaine — Per week</i>		
	\$43.00	\$42.00	\$41.00
5a Assistant-chef cuisinier — Assistant chief-cook.			
	41.00	40.00	39.00
6° Cuisinier, Boucher, Buandier, Cordonnier, Boulanger—Cook, Butcher, Launderer, Shoemaker, Baker:			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	33.00	31.00	29.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	38.00	36.00	34.00
Après un (1) an — After one (1) year.	40.00	39.00	38.00
7° Conducteur de véhicule-automobile — Motor-vehicle driver:			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	27.00	25.00	23.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	30.00	28.00	26.00
Après un (1) an — After one (1) year.	32.00	30.00	28.00
Après deux (2) ans — After two (2) year.	34.00	32.00	30.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	37.00	35.00	34.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years	40.00	39.00	38.00
8° i) Infirmier ou gardien des malades — Orderly or patient attendant:			
Les premiers six (6) mois — First (6) months.	27.00	27.00	27.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	30.00	30.00	30.00
Après un (1) an — After one (1) year.	32.00	32.00	32.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	35.00	34.00	34.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	37.00	36.00	36.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years	40.00	39.00	38.00
8° ii) Infirmier certifié — Certificated orderly:			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	31.00	31.00	31.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	36.00	36.00	36.00
Après un (1) an — After one (1) year.	41.00	41.00	41.00
8° iii) Infirmier diplômé — Orderly with a diploma:			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	34.00	34.00	34.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	39.00	39.00	39.00
Après un (1) an — After one (1) year.	44.00	44.00	44.00

c) *Hommes des métiers de la construction:*

1° Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret, où il existe un décret stipulant le salaire des salariés permanents (hommes d'entretien), les ouvriers des métiers de la construction, qualifiés, journaliers, reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret.

2. Dans les régions où il n'y a pas de décret:

- i) Ouvrier qualifié — Skilled worker
- ii) Journalier — Labourer.

4° Le salaire de l'apprenti est:

- i) la 1ère année: 40%
- ii) la 2ème année: 50%
- iii) la 3ème année: 60%
- iv) la 4me année: 75% du salaire de l'homme d'entretien.

3° Le nombre des apprentis par rapport aux ouvriers qualifiés est établi:

- i) là où il y a un décret des métiers de la construction en vigueur, suivant les dispositions de ce décret.
- ii) là où il n'y a pas de décret des métiers de la construction en vigueur, un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de ce nombre.

e) *Construction tradesmen:*

1. In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree actually exists which stipulates wage rates for permanent employees (maintenance men), the skilled construction tradesmen and the labourers, shall receive the wages established by the latter decree.

2. Where there is no decree:

- i) first year: 40%
- ii) second year: 50%
- iii) third year: 60%
- iv) fourth year: 75% of the wage rate of the maintenance man.

3. The wages of apprentices are as follows:

- i) first year: 40%
- ii) second year: 50%
- iii) third year: 60%
- iv) fourth year: 75% of the wage rate of the maintenance man.

4. The number of apprentices with respect to that of skilled tradesmen is established:

- i) wherever there is a building, trades decree in force, according to the provisions of such decree;
- ii) in the following manner, wherever there is no building trades decree in force: one (1) apprentice to each three (3) skilled tradesmen or fraction thereof.

d) *Employés non compris dans les emplois précédents et les gardiens d'immeubles — Employees not included in the foregoing enumeration:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$26.00	\$25.00	\$23.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	28.00	27.00	25.00
Après un (1) an — After one (1) year.	30.00	29.00	27.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	33.00	32.00	30.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	35.00	34.00	32.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years.	38.00	37.00	35.00

e) *Employées régulières — Regular female employees:*

1° *Surveillante en charge d'un département — Department Superintendent (female):*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	16.00	16.00	16.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	18.00	18.00	18.00
Après un (1) an — After one (1) year.	20.00	20.00	20.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	21.00	21.00	21.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	22.00	22.00	22.00

2° *Tailleuse — Female Tailor:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	17.00	17.00	17.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	18.00	18.00	18.00
Après un (1) an — After one (1) year.	19.00	19.00	19.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	20.00	20.00	20.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	21.00	21.00	21.00

3° *Employée de bureau, institutrice, aide-technicienne, cuisinière — Office employee, teacher, technician's helper, cook:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	15.00	14.00	13.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	16.00	15.00	14.00
Après un (1) an — After one (1) year.	18.00	17.00	16.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	19.00	18.00	17.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	20.00	19.00	18.00

4° *Employée de service, aide-cuisinière, buandière, couturière, employée des salles de repassage — Female service employee, Female cook's helper, Female Launderer, Seamstress, Pressing rooms employees:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	13.00	12.00	11.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	15.00	14.00	13.00
Après un (1) an — After one (1) year.	16.00	15.00	14.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	17.00	16.00	15.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	18.00	17.00	16.00

5° *Employée junior — Junior employee (female).*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	11.00	11.00	11.00
---	-------	-------	-------

6° *Employée non comprise dans les emplois précédents — Female employee not included in foregoing enumerations:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	12.00	11.00	10.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	14.00	13.00	12.00
Après un (1) an — After one (1) year.	15.00	14.00	13.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	16.00	15.00	14.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	17.00	16.00	15.00

Employés surnuméraires:

f) Les employés surnuméraires, masculins et féminins reçoivent une rémunération calculée au prorata des heures de travail effectuées au cours de la semaine régulière de travail desdits salariés et d'après les taux à l'heure, à la journée ou la semaine fixée au présent décret pour la catégorie de salariés à laquelle ils appartiennent, selon l'échelle de "les premiers six (6) mois", excepté:

1° Les mécaniciens de machine fixe et les chauffeurs. Le salaire de ces employés est le même que celui qui a été établi au paragraphe "b" du présent article, alinéas 1 et 4 respectivement.

2° Hommes des métiers de la construction:
i) Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret où un décret pour les métiers de la construction est en vigueur, les ouvriers surnuméraires de la construction qualifiés et les journaliers reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret.

ii) Dans les régions où il n'y a pas de décret en vigueur, les ouvriers reçoivent le salaire de leur catégorie calculé au prorata des heures de travail exécutées par le salarié.

iii) Le salaire de l'apprenti est:
Dans les régions où il y a un décret des métiers de la construction, celui qui est fixé dans ce décret.

Occasional employees:

f) Male and female occasional employees shall receive a remuneration computed at the pro rata of the hours of work in the course of the regular work week of the said employees and according to the hourly, daily or weekly rate established in the present decree for the category of employees to which they belong, as per the scale for "the first six (6) months", excepting:

1. Stationary enginemen and firemen: The wages of these employees is the same as the one determined in subsection "b" of the present section, paragraphs 1 and 4 respectively.

2. Construction tradesmen:
i) In districts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree for construction trades is in force, the occasional construction skilled workers and labourers shall receive the wage rate determined in that decree.

ii) In districts where no decree is in force, the workers shall receive the wages of their category computed at the pro rata of the hours worked by the employee.

iii) The wages of the apprentice shall be:
In the districts where a decree relating to the construction trades is in force, the rate determined in that decree.

Dans les régions où il n'y a pas de décret des métiers de la construction:

La première année: 40%

La deuxième année: 50%

La troisième année: 60%

La quatrième année: 75% du salaire de l'ouvrier qualifié.

In districts where no construction trades decree is in force:

First year: 40%

Second year: 50%

Third year: 60%

Fourth year: 75% of the wage rate of the skilled worker.

g) Salaire pour temps supplémentaire — Overtime pay:

1° Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman:

	ZONES		
	I	II	III
2ème classe — 2nd Class.	\$1.32	\$1.32	\$1.27½
3ème classe — 3rd Class.	1.17	1.17	1.12½
4ème classe — 4th Class.	1.09½	1.09½	1.05

2° Chauffeur — Fireman 0.97½ 0.97½ 0.93

3° Autres employés:

Le temps supplémentaire établi suivant les dispositions de l'article VIII est rémunéré ou bien:

a) au taux et demi du salaire horaire calculé suivant l'échelle établi dans le présent article et la semaine normale ou la journée normale de travail,

ou bien

b) par un congé payé représentant une fois et demie les heures supplémentaires de travail de l'employé; ce congé doit être accordé dans les quatre semaines qui suivent celle durant laquelle le temps supplémentaire a été fait.

2° A l'article VI (Chapitre 4) (Dispositions relatives aux heures de travail):

i) Le paragraphe "b" est remplacé par le suivant:

"b) de 54 heures, réparties en moyenne sur une période de trois semaines pour les infirmiers ou gardiens des malades, les mécaniciens de machines fixes, les chauffeurs, les conducteurs de véhicule-automobile et leurs aides, ainsi que pour ceux qui travaillent comme gardiens, (excepté dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article). Les heures faites par ces salariés au delà de telle semaine normale moyenne doivent être rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence d'un maximum de 180 heures par trois (3) semaines et à taux et demi pour toute heure ou fraction d'heure au delà de ces 180 heures;"

ii) Le paragraphe "c" est remplacé par le suivant:

"c) de 54 heures pour les ouvriers spécialisés dans l'usine à vapeur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence de 60 heures et à taux et demi après 60 heures;"

iii) Le paragraphe "f" est remplacé par le suivant:

"f) de 56 heures réparties en moyenne sur une période de trois semaines pour les employés ayant un service de 8 heures et rotatif, exception faite des mécaniciens et des chauffeurs. Toutefois les heures de travail exécutées par ces salariés au delà d'une semaine normale moyenne de 54 heures doivent être considérées comme travail supplémentaire et rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence d'un maximum de 168 heures de travail par trois semaines et à taux et demi pour toute heure ou fraction d'heure de travail au-delà de telle limite d'heures de travail pendant telle période de temps."

iv) Les paragraphes "g", "h" et "i" sont abrogés et remplacés par les suivants:

g) de 51 heures pour les employés de bureau, les téléphonistes, les préposées aux renseignements, les tailleuses, les couturières, les employées des laboratoires, les buandières et employées des salles de repassage."

3. Other employees:

Remuneration for overtime as established according to the provisions of section VIII is either:

a) time and a half the hourly wage based on the schedule established in this section and the standard working week or day

or

b) a paid holiday equivalent to one and a half time the employee's hours of overtime; such holiday shall be given in the four weeks following that during which overtime has been done."

2. In section VI (Chapter 4) (Provisions respecting hours of work):

i) Subsection "b" is replaced by the following:

"b) 54 hours, being an average computed on three (3) weeks of work, for orderlies or patient attendants, stationary enginemen, firemen, motor-vehicle drivers and their helpers, and for those working as watchmen, except as stipulated in subsection "f" of this section. Hours worked by such employees in excess of the standard week shall be paid straight time to the extent of 180 hours in three weeks, and time and a half for any hour or fraction thereof worked in excess of 180 hours;"

ii) Subsection "c" is replaced by the following:

"c) 54 hours for skilled workers of the steam generating plant. Overtime hours shall be paid straight time to the extent of 60 hours and time and half after 60 hours;"

iii) Subsection "f" is replaced by the following:

"f) 56 hours, being an average computed upon a period of three weeks, for employees on 8-hour rotating shifts, excepting enginemen and firemen. However, the hours worked by these employees in excess of a standard work week of 54 hours shall be considered as overtime and paid straight time to the extent of a maximum of 168 hours three weeks, and time and a half for any hour, or fraction thereof worked in excess of such limite during such period."

iv) Subsections "g", "h" and "i" are deleted and the following substituted therefore:

"g) 51 hours for office employees, telephone operators, information clerks, female tailors, seamstresses, laboratory employees, launderer and pressing room employees."

h) L'employé en charge d'un département ou d'un service à la semaine normale du personnel de son département ou de son service.

i) De 54 heures pour les autres employés assujettis au présent décret."

3° A l'article IX (Chapter 5):

i) Le sous-paragraph "v" suivant est ajouté au paragraphe "a":

"v) aux infirmières régulières, selon entente avec l'employeur, deux (2) jours de congé à l'occasion des Fêtes à être donnés au cours des jours de Fêtes suivants: Noël ou Premier de l'An ou Epiphanie, en plus de congé hebdomadaire prévu au paragraphe "a", sous-paragraph "i" du présent article."

ii) Le paragraphe "d" suivant est ajouté:

"d) *Congé-maladie*: L'employeur doit rémunérer le salarié masculin ayant une année ou plus de service pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie, jusqu'à concurrence de six (6) jours par année.

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos.

Le salarié doit autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à l'inconduite."

4° A l'article XI (Vacances):

L'alinéa "iii" suivant est ajouté au sous-paragraph 2 du paragraphe "a":

"iii) Après sept (7) ans de service continu pour son employeur, un congé annuel continue payé d'une durée minimum de quatorze (14) jours comportant au moins douze (12) jours ouvrables."

5° A l'article XII (Chapter 6):

Le paragraphe "g" suivant est ajouté:

"g) Une allocation hebdomadaire de \$3.00 doit être accordée à l'infirmière diplômée, employée régulière, à qui l'institution ne peut offrir de chambre dans ses locaux et qui doit loger en conséquence en dehors de l'institution."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

29107-o

Greffier du Conseil Exécutif.

h) For the employee in charge of a department or a service, the regular week of the employees of his department or service.

i) 54 hours for the other employees governed by the present decree."

3. In section IX (Chapter 5):

i) The following paragraph "v" is added to subsection "a":

"v) to regular nurses, after agreement with the employer, two (2) days off in the Holidays period to be given on any of the following days: Christmas Day, New Year's Day of Epiphany Day, besides the weekly holiday provided for in subsection "a", paragraph "i" of the present section."

ii) The following subsection "d" is added:

"e) *Illness*: The employer shall pay his male employees with one year or more of service for days of absence due to illness to the extent of six (6) days per year.

To be entitled to that remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or a nurse chosen and paid by the employer if the latter deems such examination advisable.

The employee shall authorize his own doctor to give all necessary information to the employer in order to verify the nature of his illness and the fact that it is not caused by misbehaviour."

4. In section XI (Vacation):

The following sub-paragraph "iii" is added to paragraph 2 of subsection "a":

"iii. After seven (7) years of continuous service for his employer, a continuous annual vacation with pay of at least fourteen (14) days comprising at least twelve (12) working days."

5. In section XII (Chapter 6):

The following subsection "g" is added:

"g) A weekly allowance of \$3.00 shall be granted to certificated nurses and regular female employees to whom the institution can not offer a room within the establishment and who, therefore, must live outside."

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,

29107-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1412

Québec, le 21 décembre 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1089 du 7 mars 1940 ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements :

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1412

Quebec, December 21, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' hat and cap industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' hat and cap industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1089 of March 7, 1940, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, and its amendments ;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 novembre 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1089, soit modifié comme suit :

1° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant :

"a) *Jurisdiction industrielle*: Le présent décret régit tous les manufacturiers fabriquant, soit comme industrie principale ou secondaire, toutes sortes de chapeaux et de casquettes pour hommes et garçons et de couvre-chefs pour enfants des deux sexes.

Le présent décret ne régit pas toutefois, la fabrication de couvre-chefs pour hommes et garçons dont le corps ou la forme est de feutre-fourrure, et feutre-laine ou de paille."

2° L'article III est remplacé par le suivant :

"III. *Heures de travail*: a) La semaine de travail est de quarante (40) heures. Elle est divisée en période de huit (8) heures par jour pour cinq (5) jours, du lundi au vendredi inclusivement. Le travail doit commencer à 8.00 ou 8.30 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 ou 5.30 p.m. selon le cas. Une heure doit être accordée chaque jour pour le repas du midi.

Tous les salariés sont tenus de faire quatre (4) heures le samedi si l'employeur le demande. Le travail ce jour-là commence à 8.00 ou 8.30 a.m. et se termine à midi ou 12.30 p.m. et ces quatre heures font partie de la période de travail supplémentaire ci-après stipulée.

b) *Fêtes légales ou religieuses payées*: L'employeur doit donner à ses salariés trois (3) fêtes payées, à savoir : Le Premier de l'An, le Vendredi Saint et la Fête du Travail.

Tout travail exécuté ces jours-là par tout salarié doit être rémunéré à raison de salaire double.

c) *Vacances payées*: Les employeurs doivent accorder aux salariés à leur emploi depuis au moins douze (12) mois une semaine de vacances payée. Lorsqu'un salarié a moins d'un an de service chez un employeur, il a droit à des vacances payées en proportion de la période de service. Tout salarié n'a droit qu'à une semaine de vacances payée par année.

La période de vacances a lieu dans le mois de juin ou juillet de chaque année à une date déterminée par le Comité paritaire."

3° L'article V est remplacé par le suivant :

"V. *Salaires minima*: a) Les salaires minima horaires ou hebdomadaires sont les suivants pour les ouvriers qualifiés dans les classifications ci-après mentionnées :

Classifications :	Salaire horaire	Salaire hebdomadaire (40 heures)
Coupeurs	\$0.83½	\$33.40
Opérateurs	0.77½	31.00
Bloqueurs	0.61	24.40
Faiseurs de doublures	0.51	20.50
Finisseurs à la main	0.43	17.20
Employés généraux	0.37	14.80

b) Tous les salariés appartenant aux classes susdites doivent être qualifiés et sont sujets aux prescriptions ci-après mentionnées.

c) Le système de travail à la pièce, s'il est en force dans un établissement, lors de la mise en

WHEREAS, the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 4, 1950 ;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments ;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree, number 1089, be amended as follows:

1° Subsection "a" of section II is replaced by the following:

"a) *Industrial Jurisdiction*: The present decree governs all manufacturers making all kind of hats and caps for men and boys and all kinds of headwear for male and female children, whether such fabrication constitutes the main or a secondary industry."

However, the present decree shall not govern the fabrication of headwear for men and boys made of fur or wool felt bodies or forms and straw bodies or forms."

2. Section III is replaced by the following:

"III. a) *Working hours*: A week's work shall consist of forty (40) hours. The work shall be divided into periods of eight (8) hours per day for five (5) days namely, Monday to Friday inclusive. Work shall begin at 8.00 or 8.30 a.m. and shall continue to 5.00 or 5.30 p.m. as the case may be. There shall be an interval of one hour for lunch on each working day.

All employees shall be obliged to work four (4) hours overtime on Saturdays should the employer so request it. Said work to be from 8.00 or 8.30 a.m. to 12.00 or 12.30 p.m. and the said four (4) hours to be part of the overtime period as hereinafter stipulated.

b) *Legal religious holidays with pay*: The employer shall give his employees three (3) holidays with pay, namely New Year's Day, Good Friday, Labour Day.

Work performed on these days by any employee shall be paid at the rate of double time.

c) *Vacation with pay*: The employers shall grant to each employee who has been in their employ for a period of at least twelve (12) months, one (1) week's vacation with pay. In the event that an employee has worked in any one shop less than one (1) year, he or she shall be paid vacation pay in proportion to the time thus worked. Each employee shall be granted only on week's vacation with pay each year.

The vacation period shall be during the months of June or July in each year at a time to be determined by the Joint Committee."

4. Section V is replaced by the following:

"V. *Minimum wages*: a) The minimum hourly and weekly wages shall be the following for skilled workers in the classifications hereinafter mentioned.

Classifications:	Hourly rates of wages	Per 40 hour - week
Cutters	\$0.83½	\$33.40
Operators	0.77½	31.00
Blockers	0.61	24.40
Lining Makers	0.51	20.50
Hand Finishers	0.43	17.20
General Hands	0.37	14.80

b) All employees in the aforesaid classifications shall be deemed to be skilled and subject to the provisions hereinafter contained.

c) Should the piece-work system be in force in the establishment of an employer at the time

vigueur du présent décret, doit prévoir pour chacune des classifications mentionnées précédemment, un taux assez élevé pour assurer au salarié au moins le taux horaire minimum afférant à chacune des classifications. De plus, ces taux doivent être établis par l'employeur et le Comité Paritaire, de façon à n'être pas inférieurs à ceux actuellement payés dans la majorité des établissements de l'industrie où le système à la pièce est en vigueur, excepté dans le cas d'entente mutuelle des parties concernant la fixation de nouveaux taux.*

d) Si un salarié a exécuté ou exécute présentement tout genre d'ouvrage qui n'est pas mentionné dans les classifications énumérées, il continue d'exécuter ce genre de travail; toutefois, si durant plus de la moitié d'une semaine, il (ou elle) est employé dans une classification non mentionnée dans le présent décret, son salaire doit être rajusté en conséquence.

e) Il ne doit y avoir aucune diminution sur les taux de travail à la pièce dans l'industrie visée pendant la durée du présent décret.

f) L'employeur doit établir ou spécifier un jour de paie régulier pour les salariés de son établissement; les salaires doivent être payés en argent."

4° "The Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc." est acceptée comme partie co-contractante et son nom est ajouté dans le décret aux parties de première part.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

29107-o

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

of the coming in force of this decree, piece-work prices in each of the foregoing classifications shall be fixed at such rates as to assure the employees at least the herein mentioned minimum weekly rates of wages for his or her respective classification above stipulated. Moreover, these rates shall be so arranged between employer and the Joint Committee, as to be not lower than those presently being paid in the majority of piece-work shops in the Industry, unless by mutual agreement of the parties another rate is fixed.

d) A male or female employee who has been and is presently doing any type of work outside of the enumerated classifications, shall continue to do so but, if over half the week, he or she is employed in any classification herein not mentioned, his or her wages shall be adjusted accordingly.

e) There shall be no reduction of the wages or piece-work rates in the industry concerned during the subsistence of the present decree.

f) The employer shall establish and specify a regular pay day for the employees in his establishment. Wages are to be paid in cash."

4. The Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc. is accepted as co-contracting party and its name is added, in the decree, to the parties of the first part.

(Document "B" annexed to the Order)

18208-o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la Juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 491, du 10 février 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil 1367 du 14 décembre 1950, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Religious Institutions and Church Councils, of St. Hyacinthe, established under decree number 491 of February 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1367, of December 14, 1950, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1951, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the 1st of January, 1951, to December 31, 1951, and apply as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, boni et pourcentages.

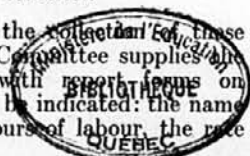
b) All the employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom des salariés, les heures de travail, le taux

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name of the employees, the hours of labour, the rate



du salaire, les montants payés et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE

1895, rue Girouard,
Saint-Hyacinthe, P.Q.

Etats des recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

<i>Recette:</i>	
Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$2,850.00
Salariés.....	2,850.00
	<hr/>
	5,700.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires des employés.....	3,380.00
Frais de déplacement du secrétaire et des membres du Comité.....	400.00
Loyer.....	300.00
Impression, papeterie, publicité.....	390.00
Poste, téléphone.....	165.00
Ameublement.....	380.00
Intérêts, échange et agios.....	10.00
Jetons de présence.....	240.00
Assurances, frais de cautionnement.....	35.00
Frais généraux.....	400.00
	<hr/>
	5,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier, 1951. 29108-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et District, établi en exécution du décret numéro

of wages, the amounts paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that these reports forms be filed in and returned to the Parity Committee regularly, every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the remuneration of each one of his employees, the sums owed to the said Committee, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee may exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together, with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe, for the period between January 1st, 1951 and December 31, 1951.

PARITY COMMITTEE OF THE RELIGIOUS INSTITUTIONS AND CHURCH COUNCILS OF ST. HYACINTHE

1895, Girouard St.
St. Hyacinthe, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1951, and December 31, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments: ½ of 1%:	
Professional employers.....	\$2,850.00
Employees.....	2,850.00
	<hr/>
	5,700.00
<i>Disbursements:</i>	
Employees' salaries.....	3,380.00
Travelling expenses of secretary and Committee members.....	400.00
Rent.....	300.00
Printing, Stationery, Publicity.....	390.00
Postage, Telephone.....	165.00
Office equipment.....	380.00
Interests, exchange and agios.....	10.00
Meeting expenses.....	240.00
Insurance, Fidelity bond.....	35.00
Overhead expenses.....	400.00
	<hr/>
	5,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour
Quebec, January 5, 1951. 29108-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices that the Joint Committee of Plumbers of the district of Three Rivers, formed under decree No. 338 of March

338, du 11 mars 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

11, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1367 of December 14, 1950, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1951, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés.)

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.95 l'heure.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis.)

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 12 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable. Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

1. *Assessment*

The period of levy extends from January 1, 1951, to December 31, 1951; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, number 338, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll (regular, wages bonuses, commissions and percentages) for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree number 338 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e., \$0.95 per hour.

c) The employees governed by the said decree number 338 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, bonuses, percentages, commissions and allowances).

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 12th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn report when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, a five day notice shall be served on him to fulfill his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period between January 1, 1951 and December 31, 1951.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DES
TROIS-RIVIÈRES & DISTRICT

Siège social: Trois-Rivières, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la
période comprise entre le 1er janvier 1951 et
le 31 décembre 1951.

<i>Recette:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,500.00
Artisans.....	240.00
Salariés.....	3,500.00
	<hr/>
	7,240.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires du secrétaire.....	240.00
Frais de déplacements et autres dé- penses des membres du comité.....	2,500.00
Inspecteur, salaire et frais de déplace- ment.....	1,000.00
Loyer du bureau et téléphone.....	250.00
Frais légaux.....	300.00
Vérification des livres.....	60.00
Papeterie.....	120.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	2,770.00
	<hr/>
	7,240.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage de Québec, établi en exécution du décret numéro 1553 du 18 novembre 1948 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, section "H", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951, au 31 décembre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1553 et ses amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1553 et ses amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour l'employé le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1553 de ses amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS
OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS

Corporate Seat: Three Rivers

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between January 1, 1950 and De-
cember 31, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments: (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,500.00
Artisans.....	240.00
Employers.....	3,500.00
	<hr/>
	7,240.00
<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary.....	240.00
Travelling and other expenses of the members of the Committee.....	2,500.00
Inspector, salary and travelling ex- penses.....	1,000.00
Office rent and telephone.....	250.00
Legal charges.....	300.00
Audition of books.....	60.00
Stationery.....	120.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	2,770.00
	<hr/>
	7,240.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage de Québec, formed under decree No. 1553 of November 18, 1948, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council No 1367 of December 14, 1950, part "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st, 1951 to December 31, 1951; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the highest wages rate established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jour lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Camionnage de Québec, pour la période comprise entre le janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

<i>Recettes :</i>	
Cotisations (½ de 1%) :	
Employeurs professionnels	\$2,500.00
Artisans	750.00
Salariés	2,500.00
	\$5,750.00
<i>Déboursés :</i>	
Salaires du secrétaire-inspecteur	1,300.00
Sténographe	780.00
Loyer du bureau	520.00
Frais de déplacement	600.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impression, timbres	400.00
Ameublement et accessoires de bureau	500.00
Vérification des livres	100.00
Assurances	10.00
Jetons de présence	360.00
Frais légaux	480.00
Divers	500.00
	\$5,750.00

I le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et

The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, a five days notice shall be served on them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage de Québec, for the period between January 1st, 1951, and December 31, 1951.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1951, and December 31, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$2,500.00
Artisans	750.00
Employees	2,500.00
	\$5,750.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary-inspector	\$1,300.00
Stenographer	780.00
Office rent	520.00
Travelling expenses	600.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage	400.00
Furniture and office equipment	500.00
Audition	100.00
Insurance	10.00
Meeting expenses	360.00
Legal fees	480.00
Miscellaneous	500.00
	\$5,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Hat and Cap Industry, formed under decree number 1089, of

enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1089, du 7 mars 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1412 du 21 décembre 1950, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951, au 31 décembre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le dit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration dudit rapport.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARÇONS ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951.

Recettes:
Cotisation des employeurs professionnels..... \$ 900.00

March 7, 1940, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1412, of December 21, 1950, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from January 1st, 1951 to December 31st, 1951; the said levy is to be exercised as hereinbelow mentioned;

a) The professional employers within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed salaries and percentage paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed salaries.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee will place at the disposal of the professional employers return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers are obliged to see that these forms are completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers are obliged to collect at the end of each week from the salaries of their employees the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer must be signed before being addressed to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall judge it necessary.

The report accompanied by the assessments must be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

3. Financial Report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period comprised between January 1st 1951 and December 31st 1951:

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S, BOYS AND CHILDREN'S CLOTH HAT, CAP AND HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1951 and December 31st, 1951.

Receipts:
Levy upon the professional employers..... \$ 900.00

Cotisations des salariés	900.00	Levy upon the employees	900.00
	<u>\$1,800.00</u>		<u>\$1,800.00</u>
<i>Déboursés:</i>		<i>Expenses:</i>	
Salaires au bureau	\$ 312.00	Office Salary	\$ 312.00
Dépenses des inspecteurs	676.00	Inspectors' Expenses	676.00
Dépenses de l'administrateur	420.00	Administrator's Expenses	420.00
Dépenses de bureau, frais légaux frais de banque, frais de déplacement	392.00	Bank charges, office, legal and travelling expenses	392.00
	<u>\$1,800.00</u>		<u>\$1,800.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1951. 29108-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 décembre 1950 au 31 décembre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour l'employé qualifié selon leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties, formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1367 of December 14, 1950 part "A" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 31, 1950, to December 31, 1951, such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers, governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the payroll, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master-barbers, hairdressers — male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the minimum wages established in the decree for skilled employees of their trade.

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall forward their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfill his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter* un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 31 décembre 1951.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS
BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES
COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER,
L'ASSOMPTION & MONTCALM

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 31 décembre 1950 et le 31 décembre 1951.

<i>Recette:</i>	
Cotisation (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Salariés.....	200.00
	\$1,200.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire de l'inspecteur.....	520.00
Frais de voyage de l'inspecteur.....	300.00
Frais de déplacement des membres du comité paritaire.....	140.00
Frais de bureau.....	120.00
Frais de vérification.....	20.00
Frais judiciaires.....	100.00
	\$1,200.00

I e Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 561, du 11 mars 1942 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, (Section "B"), le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après.

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1951. Cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 31, 1951.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLITTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 31, 1950 and December 31, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Employees.....	200.00
	\$1,200.00

<i>Disbursements:</i>	
Inspector's salary.....	520.00
Inspector's travelling expenses.....	300.00
Committee members' travelling expenses.....	140.00
Office expenses.....	120.00
Audition.....	20.00
Legal charges.....	100.00
	\$1,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree number 561, of March 11th, 1942 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1367 of December 14, 1950 (Part "B"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st, 1951, to December 31st, 1951, such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Method of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the

des employeurs professionnels des formules de rapport lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit avoir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité Paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire durant les quinze jours suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

5. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention Collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton Gauffré de Québec, à compter du 1er janvier 1951 jusqu'au 31 décembre 1951.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON GAUFFRÉ DE QUÉBEC (siège social Montréal)

Estimé des revenus et déboursés du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1951.

<i>Recettes :</i>	
Cotisations (½ de 1%) :	
Employeurs professionnels	\$2,075.00
Salariés.	2,075.00
	\$4,150.00
<i>Déboursés :</i>	
Salaires :	
Secrétaire.	1,200.00
Secrétaire adjoint.	600.00
Inspecteur.	660.00
Sténographe.	300.00
Loyer et taxe d'affaires.	300.00
Téléphone et électricité.	96.00
Timbres-poste.	60.00
Imprimerie et papeterie.	84.00
Dépenses de voyage: Secrétaire et Inspecteur.	150.00
Jetons de présence.	500.00
Frais de vérification et frais légaux.	100.00
Dépenses générales.	100.00
	\$4,150.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, établi en

professional employers with report forms which shall be filled in accordance with the by-laws of the Committee. The professional employer shall the reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports each time it deems it advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which the said report is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates : March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec for the period between January 1st 1951, and December 31st, 1951.

JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUEBEC (Head Office: Montreal)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1951, and December 31st, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%) :	
Professional employers'	\$2,075.00
Employees' assessments.	2,075.00
	\$4,150.00
<i>Expenses:</i>	
Salaries :	
Secretary.	1,200.00
Ass't-secretary.	600.00
Inspector.	660.00
Stenographer.	300.00
Rent and business taxes.	300.00
Telephone and lighting.	96.00
Postage.	60.00
Printing and stationary.	84.00
Travelling expenses :	
Secretary and inspector.	150.00
Attendance fees.	500.00
Audition and legal fees.	100.00
General expenses.	100.00
	\$4,150.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District formed under decree

exécution du décret numéro 305, du 23 février 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951 au 26 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$35.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 26 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET
DISTRIBUTEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES
ET DISTRICT

Etat des recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 26 février 1952.

Recettes :
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%) :
Employeurs professionnels \$1,050.00

No. 305 of February 23, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council, No.1367 of December 14, 1950, part "E" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned :

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st, 1951, to February 26, 1952; it shall be laid in the the following manner :

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixes for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$35.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall deduct at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, for the period between January 1st, 1951, and February 26, 1952.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BAKERS
AND BREAD DISTRIBUTORS OF THREE
RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1951 and February 26, 1952.

Receipts :
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%) :
Professional employers \$1,050.00

Artisans.	50.00	Artisans.	50.00
Salariés.	1,050.00	Employees.	1,050.00
Divers: Honoraires d'examens, etc. . .	50.00	Miscellaneous: examination fees, etc.	50.00
	<u>\$2,200.00</u>		<u>2,200.00</u>

Dépenses :

Salaire du secrétaire.	\$ 168.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.	580.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité	820.00
Loyer du bureau et téléphone.	140.00
Frais légaux.	115.00
Vérification des livres.	20.00
Papeterie.	45.00
Dépenses de voyages, ameublement, etc.	312.00
	<u>\$2,200.00</u>

Expenses :

Salary of the secretary.	\$ 168.00
Inspector: salary and travelling expenses.	580.00
Transportation and other expenses of the members of the committee.	820.00
Office rent and telephone.	140.00
Legal charges.	115.00
Auditing of books.	20.00
Stationery.	45.00
Travelling expenses, furniture, etc.	312.00
	<u>\$2,200.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-o

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1367 du 14 décembre 1950, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree No. 1884 of November 12, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council, No. 1367 of December 14, 1950, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1951 au 1er octobre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from January 1, 1951, to October 1, 1951, it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filled in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see that the reports be sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, jusqu'au 1er octobre 1951.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Recettes et dépenses probables du 1er octobre 1950 au 1er octobre 1951.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 7,900.00
Salariés	7,900.00
	\$15,800.00

<i>Dépenses:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$ 3,103.00
Assistant-secrétaire	1,570.00
Inspecteur, Zone I	1,190.00
Sténographe	976.00
Loyer	270.00
Taxe d'affaires	27.00
Service téléphonique et éclairage...	64.00
Frais de déplacement, inspecteur...	400.00
Frais judiciaires et profes.....	1,240.00
Réserve, créances douteuses	500.00
Impression et papeterie	300.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc.	3,100.00
Timbres-poste, téléphone L.D. et télégraphe	200.00
Divers	550.00
Surplus réserve	2,310.00
	\$15,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-o

AVIS

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1156 du 19 octobre 1950, relatif à l'industrie de la boulangerie dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de 35 milles de leurs limites.

Les mots "sauf les municipalités situées dans le comté de Dorchester" seront ajoutés à la fin de l'article III (juridiction territoriale).

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-o

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period ending October 1, 1951.

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Probable receipts and expenses for the period from October 1, 1950, to October 1, 1951.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 7,900.00
Employees	7,900.00
	\$15,800.00

<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Secretary	\$ 3,103.00
Assistant-secretary	1,570.00
Inspector (Zone I)	1,190.00
Stenographer	976.00
Rent	270.00
Business tax	27.00
Telephone and lighting	64.00
Travelling expenses of inspector....	400.00
Professional and judicial fees	1,240.00
Reserve, uncertain credits	500.00
Printing and stationery	300.00
Travelling, meeting and other expenses of members	3,100.00
Postage, L.D. telephone, telegraph.	200.00
Miscellaneous	550.00
Surplus, Reserve	2,310.00
	\$15,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

NOTICE

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amend to decree number 1156 of October 19, 1950, relating to the baking industry in the cities of Quebec and Levis and a radius of 35 miles from their limits.

The words "excepting the municipalities within the county of Dorchester." will be added at the end of section III (territorial jurisdiction).

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1951. 29108-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

The Bandbag Manufacturers' Guild Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

The Pocketbook Workers Union, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. Jurisdiction industrielle: Cette convention s'applique à l'industrie de la fabrication de toutes sortes de sacs à main, bourses et portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, faits de quelque tissu que ce soit.

Elle s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-traitants et détaillants manufacturiers qui fabriquent ou font fabriquer à contrat dans leur propre établissement ou ailleurs des sacs à main, des bourses et des portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, tels que mentionnés à l'alinéa précédent.

II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale, pour les fins d'application du décret, comprend toute la province de Québec et est divisée en deux zones comme suit:

Zone 1: L'île de Montréal et un périmètre de 50 milles autour de ses limites;

Zone 2: Toute la province de Québec à l'exception de la zone 1.

III. Classification des métiers:

- a) Tailleurs
- b) Travailleurs sur table
- c) Opérateurs
- d) Façonneurs
- e) Empaqueurs
- f) Ouvriers généraux
- g) Préposés au collage
- h) Préposés au brochage
- i) Pliers
- j) Apprentis

IV. Taux minima de salaires:

Zone 1		l'heure
Tailleurs — 1ère classe	.....	\$1.00
Tailleurs de papier et de doublures	.....	0.70
Façonneurs — 1ère classe	.....	1.00
“ 2ème classe	.....	0.70
“ 3ème classe	.....	0.50
Opérateurs — 1ère classe	.....	0.90
Opérateurs (doublures)	.....	0.70
Pliers	.....	0.50
Préposés au collage	.....	0.40
Préposés au brochage	.....	0.40
Recouvreurs de montures	.....	0.50
Ouvriers généraux	.....	0.40
Apprentis	.....	0.35

Zone 2

Les taux minima de salaires dans la zone 2 sont de 10% inférieurs au taux ci-haut mentionnés.

IV-A. Le système de travail pour toutes ces classifications doit être sur une base hebdomadaire.

V. Augmentations de salaires: Pour tout travail exécuté le et après le 1er juillet 1950, les salariés assujettis à la présente convention doivent recevoir

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Bandbag Manufacturers' Guild Inc.,

And, ON THE OTHER PART:

The Pocketbook Workers Union, for the employers and the employees of the industry and crafts mentioned, according to the following conditions:

I. Industrial jurisdiction: This agreement shall apply to the industry of manufacturing ladies' and/or misses' and/or children's handbags, purses and pocketbooks made out of any material whatsoever; and of any and all description.

This agreement also applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who manufacture or let contracts for the manufacture in their own establishments or elsewhere, of ladies' and/or misses' and/or children's handbags, purses and pocketbooks mentioned in the preceding paragraph.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction, shall comprise the whole of the Province of Quebec and, for purposes of application, shall be divided into two zones described as follows:

Zone 1. The Island of Montreal and a perimeter of 50 miles around its limits;

Zone 2. The entire province of Quebec except zone 1.

III. Classification of crafts:

- a) Cutters
- b) Table Workers
- c) Operators
- d) Framers
- e) Packers
- f) General Hands
- g) Cementers and Pastors
- h) Staplers
- i) Folders
- j) Apprentices

IV. Minimum scales of wage:

Zone 1		Per hour
Cutters — First Class	.....	\$1.00
Paper and lining Cutters	.....	0.70
Framers — First Class	.....	1.00
“ Second Class	.....	0.70
“ Third Class	.....	0.50
Operators — First Class	.....	0.90
Lining Operators	.....	0.70
Folders	.....	0.50
Cementers and Pastors	.....	0.40
Staplers	.....	0.40
Frame Coverers	.....	0.50
General Hands	.....	0.40
Apprentices	.....	0.35

Zone 2

The minimum scales of wages for Zone 2 shall be 10% less than the foregoing rates.

IV-A. The system of work for all classification shall be that of employment by the week.

V. Salary increase: Effective on all work done on and after July 1st, 1950, each employee subject to the present agreement will receive an

voir une augmentation de cinq cents (\$0.05) l'heure en plus de leur taux hebdomadaire actuel.

Ces augmentations ne s'appliquent qu'aux salariés assujettis à la présente convention qui étaient à l'emploi de leur employeur actuel le ou avant le 1er avril 1950, et qui travaillent encore au même endroit.

VI. *Définitions spéciales:* Employeurs et salariés: Sans d'aucune façon limiter les définitions contenues dans la présente convention, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne qui fait fabriquer de la marchandise est considéré comme employeur et tout entrepreneur est considéré et comme employeur et comme salarié, et tout employeur s'occupant personnellement à du travail ordinairement exécuté par un salarié de l'industrie, telle que définie aux présentes, est considéré comme un salarié pour les fins de cette convention et est régi par les dispositions de la dite loi et de la dite convention.

VII. a) *Travail exécuté par les employeurs:* Exception faite des dispositions ci-après décrites, aucun employeur ne peut travailler à titre de tailleur, de travailleur sur table, d'opérateur, de façonneur, d'emballageur, d'ouvrier général, de préposé au collage, de préposé au brochage ou de plieur ou d'apprenti dans sa fabrique pendant la saison d'échantillonnage ou la morte-saison. En d'autres temps, il peut exécuter tel travail mais seulement pendant les heures de travail établies aux présentes pour ses salariés.

Lorsqu'un employeur est une corporation, les dispositions du présent article s'appliquent aux directeurs et actionnaires de telle corporation.

Lorsque l'employeur a le droit d'exécuter tel travail et s'en prévaut, tout le travail à exécuter dans la fabrique de l'employeur doit, en tout temps, être divisé aussi également que possible entre tous les ouvriers qualifiés de ladite fabrique, y compris l'employeur.

b) *Heures de travail:* Une semaine de travail comprend 40 heures réparties en cinq jours ouvrables, comme suit: du lundi au vendredi inclusivement, le travail doit commencer à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à midi avec une heure pour le repas du midi entre-midi et 1.00 p.m.; il reprend à 1.00 p.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m. (8 heures par jour).

Tout travail exécuté en plus de huit heures par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme travail supplémentaire et est rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le taux régulier payé au salarié.

Les salariés feront du travail supplémentaire, tel que prévu aux présentes, si l'employeur le demande et sur avis donné au président ou à la présidente d'atelier.

Salaire et demi pour travail supplémentaire ne sera payé qu'après huit (8) heures de travail dans la même journée.

VIII. *Division du travail:* Dans la morte-saison, lorsqu'il n'y a pas de travail pour tous les salariés de la fabrique, le travail à exécuter doit être divisé aussi également que possible parmi tous les salariés, selon leur classification. L'employeur a le droit de choisir les salariés à être affectés au travail d'échantillonnage et de duplicatas.

IX. *Paiement des salaires:* Tous les salaires doivent être payés en argent et chaque semaine. Aucun salarié n'a droit à une rémunération pour le temps pendant lequel il n'a pas travaillé à moins de dispositions contraire dans la présente convention.

X. *Jours de fêtes:* Les salariés ont le droit de s'absenter les jours de fêtes religieuses.

increase of five cents (\$0.05) an hour over his or her present weekly wages.

These increases shall apply only to such employees subject to the present agreement who were in the employ of their present employers on or before April 1st, 1950, and are still engaged there.

VI. *Special definition:* Employers and Employees: Without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined shall be deemed to be an employee for the purposes of this agreement and shall be bound by the provisions of the said Act and of this Agreement.

VII. a) *Working by Employers:* Save as hereinafter set out, no employer shall work as a cutter, table worker, operator, framer, packer, general hand, cementer or paster, stapler or folder or apprentice in his factory during the slack or sample season; at other times such person may do such work but only during the hours of work prescribed for his employees by the terms of this agreement.

Where the employer is a corporation, the provisions of the present section shall apply to the directors and shareholders of such corporation.

In the event of the employer having the right and availing himself of such right to work as aforesaid, all available work in the employer's factory will at all times be divided as equally as possible between all the workers in the said factory competent to do the work including such employer.

b) *Working hours:* A week's work shall consist of 40 hours, divided into five working days, as follows: from Monday to Friday inclusive work shall begin at 8.00 A.M. to 12.00 noon with one hour's interval for lunch between 12.00 and 1.00 P.M. and from 1.00 P.M. to 5.00 P.M. (8 hours per day).

All work performed in excess of eight hours per day and all work on Saturdays shall be deemed overtime and shall be paid for at the rate of time and one half the regular rate paid to the employee.

Employees shall work overtime as herein provided, if required to do so by the Employer, after notice to the Shop Chairman or Chairlady.

Time and one-half for overtime shall commence only after eight (8) hours of work done in such day.

VIII. *Division of work:* In the slack time, when there is not sufficient work for all employees in the factory, the available work therein shall be divided as equally as possible amongst all employees in their respective classifications. The Employer shall have the right to select employees suitable for work on samples and duplicates.

IX. *Pay of worker:* All wages shall be paid in cash and shall be paid weekly. No employees shall be entitled to any pay for time when he is not working save and except as provided in the present agreement.

X. *Holidays:* Employees shall have the right to abstain from work on any religious holiday.

Les employeurs doivent accorder à tous les salariés des métiers ci-haut décrits les deux fêtes légales suivantes, avec salaire, à savoir: le Vendredi Saint et la Fête du Travail, et tous les salariés doivent être rémunérés pour le Vendredi-Saint et la Fête du Travail de 1950.

Pour avoir droit à la rémunération pour telles fêtes, un salarié doit avoir été employé dans l'industrie des sacs à main, dans un des métiers ci-haut mentionnés ou comme apprenti dans ce métier, pendant une période minimum d'une année complète et doit avoir été à l'emploi du même atelier au moins trois mois avant la date à laquelle ces fêtes ont été accordées. Nonobstant les dispositions précédentes, tout salarié qui s'absente (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) une journée complète pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit qu'à 75% de la rémunération accordée pour telle fête. S'il s'absente deux journées complètes pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur), tel salarié n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour telle fête.

Tout salarié qui s'absente plus de deux jours (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit à aucune rémunération pour ce jour de fête.

XI. Travail exécuté à l'extérieur: Lorsqu'un grossiste, un sous-traitant, un détaillant, un entrepreneur, un manufacturier ou une autre personne, en vertu d'un permis spécial du comité paritaire ou non, donne du travail à d'autres ateliers ou à des entrepreneurs à l'intérieur ou autrement, tel grossiste, sous-traitant, détaillant, entrepreneur, manufacturier ou autre personne est tenu conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui tel travail est donné du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminées dans la présente convention.

XII. Vacances payées: a) Tous les salariés assujettis aux dispositions de la présente convention qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins douze mois antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à une semaine de vacances payées, c'est-à-dire, une semaine de salaire basé sur le taux individuel au 15 juin de l'année dans laquelle les vacances sont données.

b) La date des vacances sera annoncée entre le 1er et le 15 juillet. La période des vacances sera déterminée par l'employeur en tenant compte, autant que possible, du changement de saisons, entre l'été et l'automne tout en ne négligeant pas les exigences commerciales et la période d'échantillonnage de la maison.

c) Tous les salariés qui ont moins d'un an de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à 2% de leur rémunération brute pendant la période d'emploi avec leur employeur.

d) Tous les salariés assujettis à cette convention qui ont au moins cinq ans de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à deux semaines de vacances payées.

Nonobstant les dispositions précédentes concernant les vacances payées, tout salarié qui a deux mois de service pour son employeur actuel

The Employers shall grant all employees in the abovementioned crafts the following two legal holidays with pay, namely, Good Friday and Labour Day, and all employees shall receive payment for Good Friday and Labour Day for 1950.

To qualify for such payment for holidays, an employee must be employed in the handbag industry in one of the abovementioned crafts or as an apprentice in the said craft for a period of one full year and must work in the same shop for a minimum period of three months prior to the granting of the holidays aforesaid. Notwithstanding the foregoing, any employee who is absent (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer) for one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only seventy-five percent (75%) of the pay granted for such holidays. If such employee is absent for two full days during the work week in which any of the said holidays fall (except in the case of incapacity caused by sickness or layoff of employment by the employer's, such employee shall be entitled to receive only fifty percent (50%) of the pay granted for such holiday.

If any employee is absent more than two days (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer) during any work week in which one of the said holidays falls, such employee shall not receive any pay for that holiday.

XI. Responsibility for outside work: Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons whether under Special Permit from the Joint Committee or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons shall be jointly and severally responsible with the person to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by this agreement.

XII. Vacation with pay: a) All employees governed by the provisions of the present agreement and who have been in the employ of their employer at least twelve months prior to June 15th of each year, shall be entitled to receive one week's vacation with pay, that is, one week's pay of the individual rate of wages as at June 15th of the year in which vacation is granted.

b) The vacation period shall be fixed between July 1st and July 15th each year. The vacation week shall be determined by the Employer and shall conform as nearly as possible to the change in season between summer and fall and shall take into consideration the business requirements and sampling period of the individual employer.

c) All employees who have worked less than one year for his or her employer preceding June 15th in each year, shall be entitled to two percent of their gross earnings during the period of employment with their respective Employers.

d) All employees governed by this agreement who have been in the employ then of their employer at least five years previous to June 15th of each year shall be entitled to two (2) weeks vacation with pay.

Notwithstanding the foregoing provisions with respect to vacation pay, every employee who has been employed by his present employer for

doit recevoir, si son emploi prenait fin avec tel employeur, deux pour-cent (2%) des salaires qu'il a gagnés pendant la période de service lui donnant droit aux vacances, c'est-à-dire, 2% du salaire qu'il a gagné après le 15 juin précédant le terme de son emploi pour tel employeur.

XIII. Permis: Le Comité paritaire, sur présentation de preuves jugées suffisantes, peut émettre un permis spécial à tout salarié dont le travail est inférieur afin qu'il puisse travailler dans des conditions autres que celles déterminées par la présente convention.

XIV. Stabilité des salaires et des conditions de travail: Les employeurs qui paient actuellement des salaires hebdomadaires supérieurs ou dont les salariés bénéficient de conditions de travail plus avantageuses que celles déterminées par la présente convention ne peuvent réduire tels salaires ou rendre telles conditions moins avantageuses pendant toute la durée de ladite convention.

XV. Généralités: Tous les employeurs doivent afficher une copie bilingue de cette convention dans un endroit bien en vue de leur établissement, où les salariés pourront la voir en tout temps.

Cette convention remplace tous les contrats individuels pouvant exister entre les employeurs et les salariés, excepté les conventions collectives qui existent actuellement entre l'une ou l'autre des parties aux présentes. Cependant, les salaires ne doivent jamais être inférieurs aux minima fixés par la présente convention et les heures de travail ne doivent pas excéder les maxima établis aux présentes.

XVI. Durée: Cette convention restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1951.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1951. 29108-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, January 5, 1951. 29108-0

Avis divers

A. C. BAKER COMPANY LTD

Extraits des minutes d'une assemblée du bureau de direction de "A. C. Baker Company Ltd." dûment convoquée et tenue le 15 décembre 1950.

"Sur motion dûment proposée et secondée, il a été résolu à l'unanimité que le règlement N° 12 de la compagnie soit et il est, par les présentes, modifié pour stipuler que le nombre des directeurs sera de cinq au lieu de trois et que les mots du règlement 12 soient remplacés par les suivants:

12. Un bureau de direction composée de cinq directeurs sera élu à l'assemblée annuelle et sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle ou subséquemment jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et qualifiés."

Vraie copie certifiée.

29099

Le Secrétaire,
K. ATKINSON.

Miscellaneous Notice

A. C. BAKER COMPANY LTD.

Extracts from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "A. C. Baker Company Ltd.", duly called and held on the 15th day of December, 1950.

"Upon motion duly proposed and seconded it was unanimously resolved that By-law No. 12 of the company be and it is hereby amended to provide that the number of directors shall be five instead of three and that the wording of By-law 12 be replaced by the following:

12. A Board of five directors shall be elected at the Annual Meeting and shall hold office until the next Annual Meeting or thereafter until their successors are elected and qualified."

Certified true copy.

29099-0

K. ATKINSON,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine", en date du 30 octobre 1950, dont le siège social est situé à Lachine, comté de Jacques-Cartier, et que ce document a été disposé dans les archives du Secrétaire de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 7 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29090-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Instituteurs du Richelieu", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt et un novembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Longueuil, comté de Chambly.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29091-0 JEAN BRUCHÉSI.

PALACE HOTEL COMPANY LTD.

Avis est donné par les présentes que le "Règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de "Palace Hotel Company Ltd.", le 15 décembre 1950, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie parmi ses actionnaires.

Montréal, le 21 décembre 1950.

Le Secrétaire,
29092-0 NORMAN GREENSPON.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Peerless Clothing"—"Peerless Clothing Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 décembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29106-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le 21 décembre 1950, les règlements I à XVII inclusivement de "Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.", tels qu'adoptés aux assemblées tenues le 6 décembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29110 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine" under date the 30th day of October, 1950, whereof the head office is at Lachine, county of Jacques-Cartier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29090 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Les Instituteurs du Richelieu" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 21, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Longueuil, county of Chambly.

JEAN BRUCHÉSI,
29091 Under Secretary of the Province.

PALACE HOTEL COMPANY LTD.

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the directors of "Palace Hotel Company Ltd.", on December 15th, 1950, under the provisions of section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the company among its shareholders.

Montreal, December 21st, 1950.

NORMAN GREENSPON,
29092-0 Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Peerless Clothing"—"Peerless Clothing Employees' Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 20, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29106 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws I to XVII inclusive of "Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.", as adopted at the meetings held on December-6, 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on December 21st, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29110-0 Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La M. D. L. C." en date du 6 décembre 1950, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 19 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29111-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Banlieu-Jardin "Cardinal-Villeneuve" — "The "Cardinal Villeneuve" Garden Suburb", en date du 23 novembre 1950, dont le siège social est situé en la ville de Ste-Foy, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 20 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29119-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association du Transport Routier du Québec Inc." — "Automobile Transport Association of Quebec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 décembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29120-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, "Junior Boy Inc.", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de liquider ses affaires et n'ayant pas de dettes ou obligations a décrété le règlement N° 22 de la compagnie autorisant la compagnie à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et, subséquemment, procéder à la dissolution par l'abandon de la charte conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 28 décembre 1950.

Le Procureur de la compagnie,
29125 ALBERT H. MALOUF.

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La M.D.L. C." under date the 6th day of December, 1950, whereof the head office is at Québec, judicial district of Québec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29111 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Banlieu-Jardin "Cardinal-Villeneuve" — "The "Cardinal Villeneuve" Garden Suburb" under date the 23rd day of November, 1950, whereof the head office is in the town of St. Foye, county of Québec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th, day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29119 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association du Transport Routier du Québec Inc." — "Automobile Transport Association of Quebec Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 29, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
29120 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given under the Provisions of section 90 of the Quebec Companies' Act, that "Junior Boy Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, having ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, and having no debts or obligations, has enacted by-law No. 22 of the company authorizing the company to distribute its assets rateably among its shareholders, and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 28th day of December, 1950.

ALBERT H. MALOUF,
29125-o Attorney for the company.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés au cours de la présente session.

Aux termes d'une motion adoptée par l'Assemblée législative le 16 novembre 1950, les

Bills, Legislative Assembly

NOTICE FROM THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING to private bills to be introduced during the present session.

Under the terms of a motion adopted by the Legislative Assembly on the 16th of November,

délais fixés par le règlement concernant la déposition des bills privés chez le secrétaire des comités ont été prolongés au 10 janvier 1951 et ceux de leur présentation au 14 février 1951; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives des bills privés ont été prolongés au 1er février 1951 et ceux de leur réception au 6 février 1951, et les délais prévus pour la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés ont été prolongés au 28 février 1951.

1950, the delays fixed by the rules and standing orders concerning the deposit of private bills with the Secretary of Committees have been extended to the 10th day of January, 1951, and those for their presentation to the 14th day of February, 1951; the delays fixed for the presentation of petitions for the introduction of private bills have been extended to the 1st of February, 1951, and those for their reception to the 6th of February, 1951, and the delays prescribed for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills have been extended to the 28th of February, 1951.

Québec, le 29 novembre 1950.

28908-48-8-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Québec, November 29, 1950.

28908-48-8 ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

PALACE HOTEL COMPAGNY LTD.

Avis est donné du fait que "Palace Hôtel Company Ltd." une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, Province de Québec, demandera au Procureur-général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte en conformité avec les termes de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté en cette cité de Montréal, le 21 décembre 1950.

29093-o Le Secrétaire,
NORMAN GREENSPON

NOTICE

PALACE HOTEL COMPAGNY LTD.

Notice is hereby given that "Palace Hôtel Company Ltd." a Corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its Head Office in the City of Montreal Province of Quebec, will apply to the Attorney-General of the Province of the Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this twenty-first day of December, 1950.

29093-o NORMAN GREENSPON,
Secretary.

AVIS LÉGAL

Conformément à la loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276 et amendements) "Employing Printers Association of Montreal Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté à Montréal, le 26 décembre 1950.

29094 Le Secrétaire,
ERNEST C. COLE.

LEGAL NOTICE

Under the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, Chapter 276 and Amendments) "Employing Printers Association of Montreal Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company.

Dated at Montreal, this 26th December, 1950.

29094-o ERNEST C. COLE,
Secretary.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Junior Boy Inc." s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, l'annulation d'icelle et aussi obtenir la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, le 28 décembre 1950.

29126 Le Procureur de la compagnie,
ALBERT H. MALOUF.

NOTICE

Notice is hereby given that "Junior Boy Inc.", will apply to the Lieutenant-Governor in council for leave to surrender its Charter, have it cancelled and have a date, fixed on and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 28th day of December, 1950.

29126-o ALBERT H. MALOUF,
Attorney for the Company.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Companie Licensed to do Business

Avis est donné que la compagnie "New Era Laboratories Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mé-

Notice is hereby given that "New Era Laboratories Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject

mes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. F. E. Bohm de Delano Company Ltd., 417 rue St-Pierre, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la corporation est établi à l'adresse indiquée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29100 JEAN BRUCHÉSI.

to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The Company's chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. F. E. Bohm of the Delano Company Ltd., 417 St. Peter Street, in the city and judicial district of Montreal.

The principal office of the Corporation is established at the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary the 28th day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29100-o Under-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

DOMINION TRANSPORT COMPANY, LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 juin 1927 et par lettres patentes supplémentaires subséquentes à icelles, a été dissoute à compter du 29 décembre 1950, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29102 JEAN BRUCHÉSI.

BERESFORD REALTY COMPANY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Beresford Realty Company Limited", une compagnie dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 janvier 1943, ayant son siège social au Lac Manitou Sud, dans le district judiciaire de Terrebonne, a été dissoute à compter du vingt décembre 1950, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29103 JEAN BRUCHÉSI.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature à sa présente session, pour faire modifier sa charte, le Statut 8, Édouard VII, 1908, Chapitre 95 et les différents statuts qui la modifient sur les matières suivantes:

- a) Changement de la date de la confection des listes électorales;
- b) Indemnité des membres du Conseil;
- c) Interdiction ou réglementation des salles de danse tenues pour fins commerciales;
- d) Réglementation de la construction des bâtiments et établissement d'un zonage pour fins d'urbanisme et de protection contre l'incendie;
- e) Réglementation de l'émission de licences pour postes de taxis et restriction de leur nombre;

Companies Dissolved

DOMINION TRANSPORT COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "Dominion Transport Company, Limited", a company incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent dated June 27th, 1927, and supplementary letters patent subsequent thereto, has been dissolved from and after the 29th day of December, 1950, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29102-o Under-Secretary of the Province.

BERESFORD REALTY COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Beresford Realty Company Limited", a company duly incorporated by letters patent dated January 7th, 1943, with its head office at Lake Manitou South, in the Judicial District of Terrebonne, has been dissolved from and after the twentieth day of December, 1950, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29103-o Under-Secretary of the Province.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Provincial Legislature at its present session to obtain certain amendments to its Charter, the Act, 8, Edward VII, 1908, Chapter 95 and to various acts amending the same on the following matters:

- a) Changing the dates of the confection of the electoral lists;
- b) The indemnity for the members of the Council;
- c) Regulating or prohibiting dance halls operated for commercial purpose;
- d) Regulating the construction of buildings and establishing of zoning in connection with fire protection and town planning;
- e) Regulating the issue of licences for taxis stands and limiting the number of taxis;

f) Protection du commerce local durant la célébration du cinquantième de la Cité et règlementation des heures d'ouverture des magasins durant cette période;

g) Création d'un nouveau quartier dans les limites de la cité de Shawinigan Falls;

h) Tenue d'un referendum sur l'opportunité de réduire la représentation échevinale à un échevin par quartier à partir de 1954.

Le Procureur de la Cité
de Shawinigan Falls,
RENÉ HAMEL.

29097-1-4-o

f) Protecting the local trade during the celebration of the Fiftieth Anniversary of the City and regulating the hours of closing of stores during that period;

g) Establishing a new ward within the limits of the City of Shawinigan Falls;

h) Holding a referendum on the opportunity of reducing the representation to one alderman by ward 1954.

RENÉ HAMEL,
Attorney for the
City of Shawinigan Falls.

29097-1-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du Village de Montebello et la Commission Scolaire de la Municipalité Scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, s'adresseront à la Législature à sa présente session pour une Loi ratifiant et confirmant le Règlement Numéro 217 de la dite municipalité, et une Résolution passée par la dite Commission Scolaire le 5 décembre 1950, et un Contrat intervenu entre la dite Municipalité et Seignior Club Community Association Limited, avec la dite Commission Scolaire comme intervenante, passé le 19 décembre 1950 devant Me J. L. Blain, N.P., sous numéro 8177 de ses minutes, lesquels Règlement, Résolution et Contrat traitent du renouvellement d'un contrat intervenu le 23 juin 1930 au sujet d'un système d'aqueduc dans le Village de Montebello, de l'évaluation pour fins municipales et scolaires des propriétés de Seignior Club Community Association Limited et de la perception des taxes municipales par la Municipalité de Seignior Club Community Association Limited.

Montreal, 28 décembre 1950.

Les Procureurs des Requérantes,

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
29098-1-4-o **HOWARD, FORSYTH & KER.**

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Montebello and the School Commission of the School Municipality of Montebello in the County of Papineau will apply to the Legislature at its present session for an act to ratify and confirm By-law Number 217 of the said Municipality and a resolution passed by the said School Commission on the 5th day of December, 1950, and a contract entered into between the said Municipality and the Seignior Club Community Association Limited with the said School Commission as Intervenant, executed on the 19th day of December, 1950 before Mtre. J. L. Blain, N.P. under number 8177 of his Minutes, which By-law, resolution and contract relate to the renewal of a contract entered into on the 23rd June 1930, for the supply of water to the Village of Montebello and the valuation for municipal and school purposes of the property of the said Seignior Club Community Association Limited and the collection by the Municipality of municipal taxes from the said Seignior Club Community Association Limited.

Montreal, December 28th, 1950.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
29098-1-4-o **HOWARD, FORSYTH & KER,**
Attorneys for Petitioner.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN BILL PRIVÉ

Le soussigné donne avis qu'un bill privé sera présenté au cours de la présente session de la Législature de Québec par la Municipalité du Village Minier de Pascal, dans le but d'assurer à la dite Municipalité minière, l'application des prescriptions du chapitre 246 des Statuts Révisés de Québec (1941) et ses amendements, jusqu'au 21 décembre 1955.

L'Agent de la pétitionnaire,
29113-1-4-o **LUCIEN TOURIGNY, C.R.**

NOTICE OF PRESENTATION OF A PRIVATE BILL

The undersigned gives notice that a private bill will be presented in the course of the actual session of the Quebec Legislature by the Municipality of the Mining Village of Pascal, with the object of insuring to this Mining Municipality the application of the prescriptions of chapter 246 Revised Statutes Quebec 1941 and its amendments, this up to December 21st, 1955.

LUCIEN TOURIGNY, K.C.,
29113-1-4-o Agent for Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que Bernard Archambault, barbier, de la cité de Verdun, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, afin de demander l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à contracter mariage avec sa nièce germaine, Lucille Labelle.

Montréal, le 29 décembre 1950.

Le Procureur du requérant,
29127-1-4-o **JACQUES LESSARD.**

Public notice is hereby given that Bernard Archambault, barber, domiciled in the City of Verdun, District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the purpose of obtaining a special law authorising him to contract a marriage with his own niece, Lucille Labelle.

Montreal, December 29th, 1950.

JACQUES LESSARD,
29127-1-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, 4 Édouard VII, ch. 62 et les différents statuts qui l'amendent sur les matières

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, 4 Edward VII ch. 62 and the different statutes amending same, upon the following matters:

suivantes: Annexer à la cité en tout ou en partie le territoire de la paroisse de Chicoutimi décrit comme suit: Tout ce territoire étant actuellement compris dans les limites de la Corporation Municipale du Canton de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, devant être annexé à la Cité de Chicoutimi et étant formé: 1° De la partie Sud-Ouest du lot N° 67 du Rang I Nord-Est, Chemin Sydenham du Canton de Chicoutimi; 2° Des lots Nos. 67 et 68 et la partie Sud-Ouest des lots Nos. 69, 70, 71, 72, 73 et 74a du rang I Sud-Ouest, Chemin Sydenham dudit Canton; 3° De la partie Nord-Ouest des lots Nos. 1a à 12 inclusivement, du Rang VII Sud-Ouest, Chemin Sydenham dudit canton; 4° Des lots Nos 1a à 12b inclusivement du Rang VIII Sud-Ouest, Chemin Sydenham dudit Canton; et du cadastre de la paroisse de Chicoutimi; régler et limiter l'émission des permis aux propriétaires et chauffeurs de taxis; procédures concernant les contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique; amender l'article 426 de la Loi des Cités et Villes concernant le règlement de construction; établir une gare centrale d'autobus; acquérir, construire un ou des immeubles pour des fins municipales ou industrielles; et pour autres fins.

Chicoutimi, le 30 décembre 1950.

Le Procureur de la Requérante,

29128-1-4-o

J.-C. GAGNÉ.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Pour pouvoir faire un rôle d'évaluation supplémentaire;

2° Pour demander des pouvoirs additionnels concernant la réglementation des raccordements d'eau et des drains privés;

3° Pour régler sur la plantation et la conservation des arbres;

4° Pour pouvoir à l'imposition d'une taxe spéciale pour l'enlèvement des vidanges et déchets;

5° Sujet à l'approbation de la Commission Municipale et aux conditions ordinaires, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, au coût total et maximum de (\$300,000.00) trois cent mille dollars; et pour les vendre ou louer à certaines conditions;

6° Pour protéger le commerce local et demander certains pouvoirs à l'occasion et de la célébration du Centenaire de la Cité;

7° Pour imposer une taxe personnelle maximum de (\$10.00) dix dollars, sur toute personne travaillant dans la Cité, et demander certains pouvoirs pour rendre cette taxe obligatoire et exigible;

Et pour autre fins.

Magog, ce 30 décembre, 1950.

Le Procureur de la Cité de Magog,

29129-1-4-o

YVES FOREST.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'école pour la Municipalité Scolaire Catholique de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature de

The annexation, in whole or in part of the territory of the Parish of Chicoutimi, described as follows: the whole of such territory actually comprised within the limits of the municipal corporation of the Township of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, to be annexed to the City of Chicoutimi, and being composed of: 1. The south-west part of lot No. 67, of Range I northeast, Sydenham Road of the township of Chicoutimi; 2. Lots Nos. 67 and 68 and the southwest part of lots Nos. 69, 70, 71, 72, 73 and 74a, of Rang I southwest, Sydenham Road of said township; 3. The northwest part of lots Nos. 1a to 12 inclusively, of Range VII southwest, Sydenham Road of said Township; Lots Nos. 1a to 12b inclusively, of Rang VIII southwest, Sydenham Road of said Township; of the cadastre of the parish of Chicoutimi; to regulate and limit the issue of licenses to taxi owners and chauffeurs; the procedures concerning infringements upon the Municipal regulations concerning traffic and public security; to amend section 426 of the Cities and Towns Act respecting the regulation of construction; to establish a central autobus station; to acquire, build any immovable or immovables for municipal or industrial purposes; and for other purposes.

Chicoutimi, December 30, 1950.

J. C. GAGNÉ,

29128-1-4

Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Magog will apply at the present session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an act amending its charter, 1 Édouard VIII, chapter 7, and other statutes amending the same on the following matters:

1. To have the power to make a supplementary evaluation roll;

2. To ask additional powers concerning the regulation about water connections and private drains;

3. To regulate the planting and preserving of trees;

4. To impose a special tax for the removal of garbages and refuses;

5. To buy, build or maintain immovables at a total maximum costs of (\$300,000.00) three hundred thousand dollars, for municipal or industrial purposes and rent or sell them under certain conditions;

6. To ask certain powers in the event of the celebration of the Centennial of the City;

7. To impose a maximum personal tax of (\$10.00) ten dollars, on all person working in the City and to ask certain powers in order to make this tax collectible and binding;

And for other purposes.

Magog, this 30th day of December, 1950.

YVES FOREST,

29129-1-4-o

Attorney for the City of Magog.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Catholic School Municipality of Val d'Or, in the county of Abitibi-Est, will apply to the Legislature of the Pro-

la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs suivants :

a) annexer au présent territoire de la Commission Scolaire Catholique de Val d'Or toute la partie non organisée du canton Bourlamaque;

b) Imposer et prélever une taxe de vente de un pour cent dans les limites de la Ville de Val d'Or.

Val d'Or, le 30 décembre 1950.

Le Procureur des pétitionnaires,
29130-1-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

vince of Quebec, at its present session, for the passing of an Act granting them the following powers :

a) To increase the present territory of the Catholic School Municipality of Val d'Or by the annexation of the balance of the Bourlamaque Township which is at present unorganized;

b) To impose and levy a sales tax of one per cent, within the limits of the Town of Val d'Or. Val d'Or, December 30th, 1950.

LUCIEN TOURIGNY, K.C.,
29130-1-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que le Bureau central des écoles protestantes de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une Loi amendant la Loi 21 George V, chapitre 63, et les diverses Lois amendant ladite Loi, dans le but de: Obtenir de l'aide en raison du coût accru de l'instruction des enfants non-catholiques romains et non-protestants, à l'exclusion des enfants de la foi juive.

Montréal, 4 janvier 1951.

Le Procureur du Bureau central des écoles protestantes de Montréal,
29135-1-4 ALFRED M. WEST.

Notice is hereby given that the Montreal Protestant Central School Board will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending the Act 21 George V, chapter 63; and to various Acts amending same for the purpose of: Obtaining relief by reason of the increased cost of the education of Non-Roman Catholic, Non-Protestant children, exclusive of children of the Jewish faith.

Montreal, January 4th, 1951.

ALFRED M. WEST,
29135-1-4-o Attorney for The Montreal Protestant Central School Board.

PUBLIC NOTICE

AVIS PUBLIC

La Cité de Sillery donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants:

Le droit d'emprunter annuellement sans referendum mais avec l'approbation de la commission municipale de Québec, une somme de cent mille piastres pour travaux urgents d'aqueduc et d'égoût; la distribution de la taxe de vente édictée par la loi IV, George VI, chapitre 74, section 3, telle que modifiée par la loi V George VI, chapitre 72, section 15, au prorata de la population des municipalités concernées, basée sur un recensement annuel au lieu de décennal; approbation des règlements concernant les règlements de construction et de zonage; l'apposition et l'exposition d'affiches, de photographies et d'autres moyens publicitaires quelconques; la distribution par tous moyens de pamphlets et autres imprimés ou objets quelconques.

La vente des immeubles pour taxes.

Québec, 21 décembre 1950.

Le Procureur de la requérante,
29067-52-4-o PHILIPPE LANCTOT.

The City of Sillery gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter and granting to it the following additional powers:

The right to borrow annually without a referendum but with the approval of the Quebec Municipal Commission, a sum of one hundred thousand dollars, for urgent water and drain works; the distribution of the sales tax enacted by the Act IV George VI, chapter 74, section 3, as amended by the Act V George VI, chapter 72, section 15, *prorata* to the population of the municipalities concerned, based on an annual instead of a decennial census; the approval of the by-laws respecting the building and zoning regulations; the posting and exhibiting of advertisements, photographs, and any other means of publicity whatsoever; the distribution, by any means, of pamphlets and other printed matter or any objects whatsoever.

The sale of immovables for taxes.

Quebec, December 21, 1950.

PHILIPPE LANCTOT,
29067-52-4 Attorney for the plaintiff.

PUBLIC NOTICE

Avis que "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier", constituées en corporation par la loi 25-26 George V, chapitre 153, vu leur passage canonique à l'ordre de Saint-Benoît, s'adresseront à la Législature de la Province, à sa présente session, pour obtenir une loi modifiant ladite loi et particulièrement changeant leur nom en celui de "Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier."

Donné à Mont-Laurier, le 21 décembre 1950.

L'agent des requérantes,
29066-52-4-o ROMÉO OUELLETTE, notaire.

Notice that "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier", incorporated under the Act 25-26 George V, chapter 153, according to their canonical passage to the Order of Saint Benedict, will address to the Legislature of the Province, at its present session, as to obtain an act amending the said act and namely changing their name to that of "Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Given at Mont-Laurier, December 21st, 1950.

ROMÉO OUELLETTE, Notary,
29066-52-4-o Agent for the Applicants.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'école pour la municipalité de Plessisville, dans le comté de Mégantic,

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of Plessisville, in the county of Mégantic, will apply to

PUBLIC NOTICE

s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe d'éducation de 1% dans les limites de Plessisville.

Le Procureurs des pétitionnaires,
ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

29084-52-4-o

AVIS PUBLIC

La Cité de Drummondville donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour obtenir des modifications à sa charte et à certaines dispositions de la loi des cités et villes, sur les matières suivantes.

1° Le pouvoir d'acquérir, construire, un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût ne devra pas dépasser trois cent cinquante mille dollars.

2° Le pouvoir de réglementer et limiter l'émission des permis au propriétaires et chauffeurs de taxis.

3° Le pouvoir d'emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour travaux permanents et urgents.

4° Le pouvoir d'ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches et de feuilles volantes.

5° Le pouvoir de réglementer la subdivision d'un terrain en lots à bâtir, et l'emplacement des rues à ouvrir sur le dit terrain.

6° Le pouvoir d'augmenter la capacité d'emprunt de la cité.

7° Le pouvoir d'imposer certaines taxes d'affaires.

8° Tout autre pouvoir nécessaire à la bonne administration de la Cité.

Le Procureur de la Cité
de Drummondville,
ROGER SÉGUIN.

28985-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau central des Écoles Protestantes de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour la passation d'une Loi amendant la Loi 15 George V, chapitre 45, et les diverses lois amendant ladite Loi, dans le but de:

- Changer le nom du Bureau Central;
- Changer la date des nominations;
- Augmenter la représentation dans le bureau;
- Clarifier ses pouvoirs;
- Autorisant le Bureau de faire des contrats pour l'assurance collective sur la vie (group life insurance);
- Et pour autres fins.

Montréal, le 15 novembre 1950.

Le Procureur du Bureau central des
Écoles protestantes de Montréal,
ALFRED M. WEST.

28986-50-4

AVIS PUBLIC

Les légataires de feu Hugh Quinlan ci-devant entrepreneur de la cité de Westmount, donnent avis qu'il s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant et ordonnant la distribution partielle du capital de la succession dudit feu Hugh Quinlan.

Montréal, le 15 décembre 1950.

Le Procureur des Pétitionnaires,
EDOUARD MASSON, C. R.

29032-51-4-o

the Legislature of Quebec, at its present session for the passing of an Act granting them the power to levy and impose an education tax of 1% within the limits of Plessisville.

ANTONIO BEAUDOIN, K.C.,
Attorney for the petitioners.

29084-52-4

PUBLIC NOTICE

The City of Drummondville gives notice that it will present a bill at the present session of the Provincial Legislature to obtain amendments to its charter and to the act respecting Cities and Towns on the following matters.

1. The power to acquire or erect one or more immovables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed three hundred and fifty thousand dollars.

2. The power to regulate and limit the issue of permits to owners and drivers of taxis.

3. The power to borrow annually a sum not exceeding fifty thousand dollars for urgent and permanent works.

4. The power to order by resolution that the valuation roll be composed of card-indexes or loose leaves.

5. The power to regulate the subdivision of any land into building lots and the laying out of the streets upon such land.

6. The power to increase the borrowing capacity of the city.

7. The power to impose and levy duties on certain trades.

8. Any other power necessary to the good administration of the city.

ROGER SÉGUIN,
Attorney for the City
of Drummondville.

28985-50-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The Montreal Protestant Central School Board will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending the Act 15 George V, chapter 45, and to various Acts amending same, for the purpose of:

- Changing the name of the Central Board;
- Changing the date of appointments;
- Increasing the representation on the board;
- Clarification of its powers;
- Empowering the board to enter into contracts for group life insurance.

f) And for other matters.

Montreal, November 15, 1950.

ALFRED M. WEST,
Attorney for The Montreal Protestant
Central School Board.

28986-50-4-o

PUBLIC NOTICE

The legatees of the late Hugh Quinlan, heretofore contractor of the City of Westmount, give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing and ordering the partial distribution of the capital of the Estate of the said late Hugh Quinlan.

Montreal, December 15, 1950.

EDOUARD MASSON, K. C.,
Attorney for Petitioners.

29032-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires des Écoles protestantes de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour la passation d'une Loi amendant la Loi 32 Victoria, chapitre 16, et les diverses lois amendant ladite Loi, dans le but:

D'augmenter le nombre des membres du Bureau des Commissaires des Écoles protestantes de la cité de Montréal.

Montréal, le 15 novembre 1950.

Le Procureur du Bureau des
Commissaires des Écoles protestantes
de la cité de Montréal,
ALFRED M. WEST.

28987-50-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville St-Laurent s'adressera à la Législature de Québec lors de sa présente session pour obtenir certains amendements à sa charte et aux différents statuts qui la modifient sur les matières suivantes:

1° Amendement aux articles 5 et 7 du Ch. 94 de la Loi 8, Édouard VII, concernant la division de la Ville en quartiers et la composition du Conseil.

2° Échange de certaines parties du territoire avec la Cité de Montréal.

3° Amendement à l'article 10 du Ch. 91 de la loi 11, Geo. VI, concernant les règlements de zonage et de construction.

4° Amendements à l'article 4 du Ch. 89 de la Loi 13, Geo. VI, ayant pour effet de changer les mots "La Commission Municipale de Québec" par "Le Ministre des Affaires Municipales".

5° Autoriser le Conseil à payer à même les fonds généraux une pension à certains employés et pour toutes autres fins.

Les Procureurs de la requérante,
PATENAUDE, PATENAUDE,
TRAHAN & HODGE.

28988-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour les fins suivantes:

Pour obtenir le droit d'imposer une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent (2%) dans ses limites et les limites de la Cité de Thetford Mines, au pro rata de leur population respective; pour refuser des permis de construction sur les lots non cadastrés; pour rendre obligatoire par règlement la taxe de vidanges, qu'il en soit déposé ou non; pour régler sommairement par billets d'assignation obligatoire à payer la somme de deux dollars (\$2.) à toute personne violant les règlements de la circulation; pour obliger les propriétaires de taxis à prendre un permis annuel au montant de dix dollars (\$10.) et un permis annuel de cinq dollars (\$5.) pour les conducteurs; pour déclarer que les taxes spéciales imposées par les articles 439, 441 et 442 de la Loi des Cités et Villes soient perçues comme les taxes générales et que les arrérages constituent, comme les taxes foncières, une charge hypothécaire sur les immeubles affectés; pour décréter que les longues herbes ou toutes formes de détritus ou amoncellements sur les lots vacants constituent des nuisances, et prendre les moyens pour les faire cesser; pour

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending the Act 32 Victoria, chapter 16, and the various Acts amending same, for the purpose of:

Increasing the membership of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal.

Montreal, November 15, 1950.

ALFRED M. WEST,
Attorney for the Protestant
Board of School Commissions
of the City of Montreal.

28987-50-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of St. Laurent will apply at the Legislature of Quebec at its present session to obtain certain amendments to its charter and to the statutes amending it on the following matters:

1. To amend articles 5 and 7 of Ch. 94 of the Law 8 Ed. VII concerning the division of the Town in wards and the composition of the Council.

2. To exchange certain parts of its territory with the City of Montreal.

3. To amend article 10 of Ch. 91 of the Law II Geo. VI concerning the zoning and construction by-laws.

4. To amend article 4 of Ch. 89 of the Law 13 Geo. VI to that effect of changing the words "the Municipal Commission of Quebec" by "the Minister of Municipal Affairs".

5. To authorise the payment with the general funds of a pension to certain employees and for all other purposes.

PATENAUDE, PATENAUDE,
TRAHAN & HODGE,
Attorneys for the Petitioner.

28988-50-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Black Lake, in the county of Mégantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the following purposes:

To obtain the right to impose a Sales Tax not exceeding two per cent (2%) within its limites and the limits of the City of Thetford Mines, in proportion to their respective population; to refuse building permits on unsubdivided lots; to render the garbage tax obligatory, by by-law, whether deposited or not; to settle summarily by a notice of summons obliging any person, violating traffic regulations, to pay the sum of two dollars (\$2); to oblige taxi owners to procure an annual license for the amount of ten dollars (\$10) and an annual license of five dollars (\$5) for the drivers; to declare that the special taxes imposed by sections 439, 441 and 442 of the Cities and Towns Act be collected as general taxes and that arrears constitute, in the same manner as ground taxes, a hypothecary charge on the immovables affected; to enact that weeds or any form of rubbish or debris on vacant lots, constitute a nuisance, and to take measures to eliminate same; to enact that lessees or occupants shall not be entered on the list of electors unless they have paid their taxes; to allow public notices to be given in

décéder que les locataires ou occupants ne peuvent être inscrits sur la liste des électeurs à moins d'avoir payé leurs taxes; pour permettre que les avis publics ne soient donnés qu'en français; pour que sa charte lui permette de continuer à imposer la taxe spéciale sur les compagnies minières, en remplaçant dans la Loi 24 George V, chapitre 103, les mots trente-cinq (35) par cinquante-cinq" (55); et pour autres fins.

Black Lake, ce 18 décembre 1950.
Le Procureur de la Ville de Black Lake,
29042-51-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

French only; So that its charter may continue to impose a special tax on mining companies, by replacing in the Act 24 George V, chapter 103, the words thirty-five (35) by "fifty-five" (55); and for other purposes.

Black Lake, this 18th day of December, 1950.
LUCIEN DROLET, K.C.,
29042-51-4 Attorney for the Town of Black Lake.

Département du Trésor

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

Province de Québec

\$10,000,000 d'obligations 3¼% en date du 15 mars 1939, échéant le 15 mars 1954.

Avis est donné par les présentes que l'émission de \$10,000,000 d'obligations 3¼% en date du 15 mars 1939 de la Province de Québec, effectuée sous l'autorité de la Loi 1 Edouard VIII (2e session) chapitres 2 et 3, et remboursable par anticipation selon la teneur des obligations, est, par les présentes, appelée pour rachat le 15 mars 1951 au montant nominal du capital plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Les obligations comportant tous les coupons échéant postérieurement au 15 mars 1951; peuvent être remises contre paiement en monnaie légale du Canada, aux banques et aux lieux de paiement indiqués dans le texte des obligations. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 15 mars 1951 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat.

Province de Québec
ONÉSIME GAGNON

le 4 janvier 1951. Trésorier de la Province
29118-o

Département du trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Massachusetts Mutual Life Insurance Company", enregistrée sous le numéro 508, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 94 qui l'autorise, à compter du 19 décembre 1950, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accidents; Maladie.

Le siège de la compagnie est situé à Springfield, État de Massachusetts, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. George B. Foster, c.r., 901 Carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 27 décembre 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
29096-1-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department

NOTICE OF REDEMPTION

Province of Quebec

\$10,000,000 3¼% Debentures dated March 15th, 1939, maturing March 15th, 1954.

Notice is hereby given that the \$10,000,000 3¼% Debentures dated March 15th, 1939 of the Province of Quebec, issued under the authority of the Act 1 Edward VIII (2nd Session), Chapters 2 and 3, and subject to prior redemption according to the terms of the Debentures, are hereby called for redemption on the 15th day of March, 1951 at their principal amount plus interest accrued to the said redemption date.

Debentures, with all coupons maturing after March 15th, 1951 attached, may be surrendered against payment in lawful money of Canada, at the banks and the places of payment stipulated in the Debentures. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the 15th day of March, 1951 and thereafter the holders of such Debentures shall have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

Province of Quebec
ONÉSIME GAGNON

January 4th, 1951. Provincial Treasurer
29118-o

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Massachusetts Mutual Life Insurance Company", registered under number 508, has obtained the license and certificate of registration number 94 authorizing it, as from the 19th of December 1950, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at Springfield, State of Massachusetts, United States of America.

The company has appointed Mr. George B. Foster, K.C., 901 Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 27th of December 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
29096-1-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bérubé	Rosaire	25	Amqui.
Caron	J.-Edouard	25	Rimouski

Rimouski, le 21 décembre 1950 — Rimouski, December 21, 1950.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
 Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence

29082-52-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Leroux	José	26	Montréal.
Tremblay	Leda	33	Montréal.

Montréal, le 27 décembre 1950 — Montreal, December 27, 1950.

Le Secrétaire,
W. E. BRONSTETTER,
 Secretary.

29082-52-2-o

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Mondello	Roméo	42	Montréal.

Montréal, le 9 décembre 1950—Montral, December 29, 1950.

Le Secrétaire,
W. E. BRONSTETTER,
 Secretary.

29136-1-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Blanchet	Jules-Henri	25	Beaumont, P.Q.
Lachance	Paul-H.	23	Québec.
Lacroix	Maurice	24	Trois-Pistoles, P.Q.

Québec, 23 décembre 1950 — Quebec 23rd December, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
 Secretary of the Bar of Quebec.

29082-52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Gagnon.	Edouard.	25	Québec.
Gauthier.	Wilbrod.	23	Deschambault.
Morneau.	Georges.	24	Québec.

Québec, le 30 décembre 1950 — Québec, 30 December, 1950.

29136-1-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J. CHARLES V. GRAVEL,
Secretary of the Bar of Québec.

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Baillargeon.	Claude.	26	St-Adelphé de Champlain.

Trois-Rivières, le 23 décembre 1950 — Trois-Rivières, December 23, 1950.

29082-52-2-o

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
RICHARD RIOUX,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

Lettres patentes

Letters Patent

Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.

Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Gauthier, avocat, Fidélia-F. Léger, Marie-Louise Choquette, Florence Lacroix et Madeleine Brais, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of November, 1950, to incorporated as a corporation without share capital: Paul Gauthier, advocate, Fidélia F. Léger, Marie-Louise Choquette, Florence Lacroix and Madeleine Brais, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Enseigner, encourager et aider à développer les arts industriels et toutes sortes de travaux d'artisanat, sous le nom de "Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc."

To teach, encourage and aid the development of industrial art, and handcraft works of every kind, under the name of "Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc."

Le montant des revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

The amount of the annual revenue of the immovable property which the corporation may hold is \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

The head office of the corporation will be at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit novembre 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1950.

L'Assistant-procureur général,
29109-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
29109 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Charters & Charters, Limited

Charters & Charters, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of Decem-

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 décembre 1950, à la compagnie "Charters & Charters, Limited", ratifiant son règlement N° XXII, augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000 par la création de 10,000 actions privilégiées de \$5 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 décembre 1950.

29124 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dawson Auto Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 novembre 1950, à la compagnie "Dawson Auto Parts Ltd.", ratifiant son règlement N° 4, augmentant son capital de \$49,000 à \$174,000 par la création de 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 novembre 1950.

29124 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Modern Theatre Limited
Théâtre Moderne Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "Modern Theatre Limited" — "Théâtre Moderne Limitée", ratifiant son "Règlement "F" portant son capital-actions de \$49,000 à \$120,000 par la création de 290 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et de 420 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux mêmes privilèges et restrictions mentionnés dans les lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

29124-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

National Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 décembre 1950, à la compagnie "National Agencies Limited", ratifiant son règlement No 15, augmentant son capital de \$10,000 à \$110,000 par la création de 20,000 actions privilégiées catégorie "C" de \$5 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 décembre 1950.

29124 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ber, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Charters & Charters, Limited", ratifying its By-Law No. XXII increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 10,000 preferred shares of \$5 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of December, 1950.

29124-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dawson Auto Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Dawson Auto Parts Ltd.", ratifying its By-Law No. 4 increasing its capital stock from \$49,000 to \$174,000 by the creation of 1,250 preferred shares of \$100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of November, 1950.

29124-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Modern Theatre Limited
Théâtre Moderne Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighteenth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Modern Theatre Limited" — "Théâtre Moderne Limitée" ratifying its By-law "F", raising its capital stock from \$49,000 to \$120,000, by the creation of 290 additional common shares of \$100 each, and 420 additional preferred shares, of \$100 each, subject to the same privileges and restrictions as those mentioned in the letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, December 18th, 1950.

29124 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

National Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "National Agencies Limited", ratifying its By-Law No. 15 increasing its capital stock from \$10,000 to \$110,000 by the creation of 20,000 class "C" preferred shares of \$5 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1950.

29124-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Paradis & Fils Limitée
Paradis & Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 décembre 1950, à la compagnie "Paradis & Fils Limitée" — "Paradis & Sons Limited", ratifiant: 1° la résolution de la compagnie modifiant et étendant ses pouvoirs de la manière indiquée dans la résolution; 2° son règlement spécial No 65, augmentant son capital de \$250,000 à \$1,750,000 par la création de 15,000 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29124 L. DÉSILETS.

R. L. Belleau, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 décembre 1950, à la compagnie "R. L. Belleau, Inc.", ratifiant son "Règlement N° 5" portant son capital-actions de \$10,000 à \$60,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29124-o L. DÉSILETS.

St. Lawrence Independent Oil Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950 à la compagnie "St. Lawrence Independent Oil Company Limited", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital par la création de 400 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement, et fixant à une somme de pas moins que \$9,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29124 L. DÉSILETS.

The Abbey Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 décembre 1950, à la compagnie "The Abbey Co.", ratifiant son règlement No 24: 1° réduisant son capital de \$49,000 à \$10,000 par l'annulation de 390 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$150,000 par la création de 14,000 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

**Paradis & Fils Limitée
Paradis & Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paradis & Fils Limitée" — "Paradis & Sons Limited", ratifying: 1° the resolution of the company modifying and extending its powers in the manner set forth in the resolution; 2° its Special By-Law No. 65 increasing its capital stock from \$250,000 to \$1,750,000 by the creation of 15,000 preferred shares of \$100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29124-o Deputy Attorney General.

R. L. Belleau, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the sixteenth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "R. L. Belleau, Inc." ratifying its "By-law No. 5", raising its capital stock from \$10,000 to \$60,000, by the creation of 1,000 preferred shares of \$50 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29124 Deputy Attorney General.

St. Lawrence Independent Oil Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "St. Lawrence Independent Oil Company Limited", ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock by the creation of 400 preferred shares of \$100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law, and fixing at a sum of not less than \$9,000 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29124-o Deputy Attorney General.

The Abbey Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Abbey Co.", ratifying its By-Law No. 24: 1. reducing its capital stock from \$49,000 to \$10,000 by the cancellation of 390 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$10,000 to \$150,000 by the creation of 14,000 preferred shares of \$10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1950.
 L'Assistant-procureur général,
 29124 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of December, 1950.
 L. DÉSILETS,
 29124-o Deputy Attorney General.

Whitehead & Turner Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 décembre 1950, à la compagnie "Whitehead & Turner Storage Ltd." ratifiant son règlement No XVI, subdivisant ses 440 actions privilégiées de \$100 chacune en 4,400 actions privilégiées de \$10 chacune et modifiant certaines dispositions des lettres patentes, étant ces dispositions concernant les privilèges attachés aux actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
 29124 L. DÉSILETS.

Whitehead & Turner Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Whitehead & Turner Storage Ltd.", ratifying its By-law No. XVI subdividing its 440 preferred shares of \$100 each into 4,400 preferred shares of \$10 each and modifying certain provisions of the letters patent, being those provisions relating to the privileges attaching to the shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
 29124-o Deputy Attorney General.

Liquidation, avis de:

ACER, McLERNON LIMITED

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Acer, McLernon Limited," tenue le 15 décembre 1950, une résolution a été passée par lesdits actionnaires afin d'effectuer la liquidation volontaire et la dissolution de la compagnie, et que William E. Cooper a été nommé liquidateur aux fins de liquider les affaires de la compagnie et distribuer son actif, le tout conformément aux dispositions du chapitre 278 des statuts refondus de Québec 1941.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 29101 JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice :

ACER, McLERNON LIMITED

Notice is hereby given that at a Special General Meeting of the Shareholders of "Acer, McLernon Limited," held on the 15th day of December, 1950, a resolution was passed by the said Shareholders for the voluntary winding-up and dissolution of the Company, and that William E. Cooper was appointed Liquidator for the purpose of winding up the affairs of the Company and of distributing its assets, the whole pursuant to the provisions of Chapter 278 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
 29101-o Under-Secretary of the Province.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK
 (Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Romuald Dumont, sec.-trésorier, C.P. 150, Coaticook, comté de Stanstead, jusqu'à 7.30 heures, p.m., lundi le 22 janvier 1951, pour l'achat de \$61,500 d'obligations de la ville de Coaticook, datées du 1er février 1951 et remboursables par séries du 1er février 1952 au 1er février 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$61,500 — 16 ans

Année	Capital
1er février 1952.	\$1,500.00
1er février 1953.	2,000.00
1er février 1954.	2,000.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK
 (County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Romuald Dumont, sec.-treas., P.O. Box 150, Coaticook, county of Stanstead, until 7.30 o'clock p.m., Monday, January 22th, 1951, for the purchase of an issue of \$61,500 of bonds of the Town of Coaticook, dated February 1st, 1951, and redeemable serially from February 1st, 1952 to February 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$61,500 — 16 years

Year	Capital
February 1st, 1952.	\$1,500.00
February 1st, 1953.	2,000.00
February 1st, 1954.	2,000.00

1er février 1955.	2,000.00	February 1st, 1955.	2,000.00
1er février 1956.	3,000.00	February 1st, 1956.	3,000.00
1er février 1957.	3,000.00	February 1st, 1957.	3,000.00
1er février 1958.	3,000.00	February 1st, 1958.	3,000.00
1er février 1959.	4,000.00	February 1st, 1959.	4,000.00
1er février 1960.	4,000.00	February 1st, 1960.	4,000.00
1er février 1961.	4,000.00	February 1st, 1961.	4,000.00
1er février 1962.	4,000.00	February 1st, 1962.	4,000.00
1er février 1963.	5,000.00	February 1st, 1963.	5,000.00
1er février 1964.	5,000.00	February 1st, 1964.	5,000.00
1er février 1965.	6,000.00	February 1st, 1965.	6,000.00
1er février 1966.	6,000.00	February 1st, 1966.	6,000.00
1er février 1967.	7,000.00	February 1st, 1967.	7,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Coaticook.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Québec or Coaticook.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi 22 janvier 1951, à 7.30 heures p.m., à l'hôtel de ville de Coaticook.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on the Monday, 22th day of the month January, 1951, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coaticook (Comté de Stanstead), ce 22ème jour de décembre 1950.

Coaticook (County of Stantead), this 22th of December 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer,
P. O. Box 150,
Coaticook, (Stanstead).

Casier postal 150,
Coaticook (Stanstead). 29095-0 29095-0

Province de Québec

Province of Quebec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Marcel Bertrand, sec.-trés., au bureau de la Commission, 3500 rue Wellington, Verdun, jusqu'à 8.30 heures p.m. mardi le 23 janvier 1951, pour l'achat de \$565,000 d'obligations de la commission des Écoles Catholiques de Verdun datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries, du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% mais pas inférieur à 2½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Marcel Bertrand, sec. treas. 3,500 Wellington Street, Verdun, up to 8.30 P.M. on Tuesday, January 23, 1951, for the purchase of \$565,000 of bonds of the Catholic School Commission of Verdun, dated October 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st of October, 1951, to the 1st October 1970, inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% but not less than 2½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$565,000 — 20 ans. Table of Redemption — \$565,000 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1 octobre 1951	x\$28,500.00	October 1st, 1951.....	x\$28,500.00
1 octobre 1952	x 29,500.00	October 1st, 1952.....	x 29,500.00
1 octobre 1953	x 30,500.00	October 1st, 1953.....	x 30,500.00
1 octobre 1954	x 32,000.00	October 1st, 1954.....	x 32,000.00
1 octobre 1955	x 33,000.00	October 1st, 1955.....	x 33,000.00
1 octobre 1956	x 34,000.00	October 1st, 1956.....	x 34,000.00
1 octobre 1957	x 35,000.00	October 1st, 1957.....	x 35,000.00
1 octobre 1958	x 36,000.00	October 1st, 1958.....	x 36,000.00

1 octobre 1959	x 38,000.00
1 octobre 1960	x 39,000.00
1 octobre 1961	19,500.00
1 octobre 1962	20,500.00
1 octobre 1963	21,000.00
1 octobre 1964	21,500.00
1 octobre 1965	22,500.00
1 octobre 1966	23,000.00
1 octobre 1967	24,000.00
1 octobre 1968	25,000.00
1 octobre 1969	26,000.00
1 octobre 1970	26,500.00

October 1st, 1959	x 38,000.00
October 1st, 1960	x 39,000.00
October 1st, 1961	19,000.00
October 1st, 1962	20,500.00
October 1st, 1963	21,000.00
October 1st, 1964	21,500.00
October 1st, 1965	22,500.00
October 1st, 1966	23,000.00
October 1st, 1967	24,000.00
October 1st, 1968	25,000.00
October 1st, 1969	26,000.00
October 1st, 1970	26,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un oetroi annuel au montant total de \$207,183.40 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 10 versements de \$20,718.34 chacun, de 1951 à 1960 inclusivement seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à toute succursale dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts acérés sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue mardi le 23 janvier 1951 à 8.30 heures p.m., au bureau de la Commission, 3500 rue Wellington, Verdun.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verdun, ce 28 décembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL BERTRAND,
2,500 rue Wellington,
Verdun.

29112-o

The letters x indicate the years during which payment of annual grant to the total amount of \$207,183.40 granted by the Provincial Secretary and payable in 10 instalments of \$20,718.34 each, from 1951 to 1960 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at any branch in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, no any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school Commission, to be held on Tuesday, the 23rd of January, 1951, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the Commission, 3500 Wellington Street, Verdun.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Verdun, December 28, 1950.

MARCEL BERTRAND,
Secretary-Treasurer,
3,500 Wellington St.,
Verdun

29112

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans la Cour Supérieure (En matière de faillite).

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de **WILFRID QUIRION**, menuisier et Hotelier, Beauceville, Comté de Beauce, Débiteur.

Avis est par le présent donné que **LUNDI**, le 29 JANVIER 1951 à 2.30 heures de l'après midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'Eglise paroissiale de Beauceville, comté de Beauce, P.Q. l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A. Un terrain dans la paroisse de St-François, étant parties des lots cent soixante-dix-sept et cent soixante-dix-neuf (P. 177 & 179 p) du cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, comprenant tout le terrain entre la nouvelle route Lévis-Jackman, en front, et la vieille route ou le terrain appartenant à la Succession de Léry en front, à distraire l'emplacement de Dame Lorenzo Bernard, étant parties

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

AUCTION SALE

In the matter of **WILFRID QUIRION**, joiner and hotel keeper, Beauceville, county of Beauce, Debtor.

Notice is hereby given that on **MONDAY**, the **TWENTY-NINTH** day of **JANUARY**, 1951, at 2.30 o'clock in the afternoon, there will be sold, by public auction, at the parish church door of Beauceville, county of Beauce, P.Q., the assets of this estate as follows:

ITEM A. A lot of land in the parish of St-François, being part of lots one hundred and seventy-seven and one hundred and seventy-nine (Pt.177 & Pt.179) on the official cadastre for the parish of St-François, Beauce, comprising all the land between the new Levis-Jackman Highway, in front, and the old highway or land belonging to the de Léry Estate in front, to be deducted, the emplacement of Dame Lorenzo

des dits mêmes lots et mesurant 121 pieds sur le vieux chemin et au fond 94 pieds par 82 pieds au nord-ouest et 81 pieds au sud-est, mesure anglaise, borné le terrain vendu au nord-ouest à Dame Tancrède Pomerleau, en front au nouveau chemin, au fond au terrain de la Succession de Léry, et de l'autre côté à Edouard Lacroix, circonstances et dépendances;

Le tout sujet aux servitudes actives et passives existant suivant titres, s'il y en a et tel qu'appartenant au vendeur;

La présente vente comprend aussi le droit de s'approvisionner d'eau sur le terrain du vendeur, situé au delà du terrain du chemin de fer Quebec Central restant au vendeur et parties haut vendu et gratuitement, en faisant le moins de dommage possible, les présentes constituant servitude à perpétuité sur le terrain du vendeur en faveur de celui de l'acquéreur; la présente donnant également droit à l'acquéreur de se bâtir un réservoir et de conduire telle eau par aqueduc avec celui d'entretenir et renouveler au besoin le dit aqueduc.

ITEM B. Un terrain étant partie du lot cent soixante-dix-neuf (P. 179) du cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, comprenant tout le terrain entre celui de M. Athanase Veilleux ou le vieux chemin et la Rivière Chaudière, tenant ledit terrain au sud-est à celui de Edouard Lacroix, et au nord-ouest à la venderesse, la ligne nord-ouest du dit terrain étant la continuation de la ligne sud-est de l'emplacement de la venderesse et courant jusqu'à la rivière Chaudière; à distraire dudit terrain une parcelle de terrain en forme de triangle, que la venderesse réserve et ne comprend pas dans la présente vente, le côté nord-ouest dudit triangle étant triangle étant la continuation de la ligne séparant son emplacement de celui de Athanase Veilleux ou représentant et allant jusqu'à la rivière Chaudière; le côté sud-ouest dudit triangle, côté de la rivière Chaudière mesurant 137 pieds anglais, et l'hypothénuse dudit triangle courant depuis l'extrémité sud-est des dits 137 pieds pour aller rejoindre le point de rencontre des lignes sud-est et sud-ouest de son emplacement tel qu'acquis de M. Athanase Veilleux, circonstances et dépendances; la ligne sud-est dudit triangle est prise à 35 pieds plus ou moins de la rivière, mais la venderesse reste également propriétaire du résidu du terrain entre le dit triangle et la rivière Chaudière, tout le long de la rivière, La borne sud-est dudit triangle à être placée par arpenteur aux frais de l'acquéreur.

Sujet cependant à un droit de passage pour ledit M. Wilfrid Quirion sur le dit terrain en forme de triangle dans un chemin allant à la rivière Chaudière, tel qu'il existe actuellement pour atteindre ladite rivière, le dit droit étant personnel à l'acquéreur ou représentants et il est entendu que M. Quirion ne pourra passer par ce chemin pour extraire de la grève aux fins de vente.

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949 &; cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif, et est faite conformément au jugement rendu par

Bernard, being parts of the said same lots and measuring 121 feet on the old road and in depth 94 feet, by 82-feet on the north-west and 81 feet on the southeast, English measure, bounded the land sold, on the northwest, by Dame Tancrède Pomerleau, in front, by the new road, in depth by the land of the De Léry Estate, and on the other side by Edouard Lacroix, circumstances and dependencies;

The whole subject to active and passive servitudes existing under title deeds, if any; and as belonging to the vendor;

The present sale also includes the right to procure water on the land of the vendor, situate beyond the Quebec Central Railway land, remaining to the vendor and parts above sold, and without charge, by causing the least possible damage, these presents constitute a servitude in perpetuity on the land of the vendor, in favour of that of the purchaser; these presents also entitle the purchaser to build a reservoir and to convey such water by pipe with the right to maintain and renew, as and when needed, the said conduit.

ITEM B.—A lot of land being a part of lot one hundred and seventy-nine (P. 179) on the official cadastre for the parish of St-François, Beauce comprising all the land between that of Mr. Athanase Veilleux or the old road and the Chaudière River, bounded, the said lot of land, on the southeast by that of Edouard Lacroix, and on the northwest by the vendor, the northwest line of said land being the continuation of the southeast line of the emplacement of the vendor, and running as far as the Chaudière river; to be deducted from the said emplacement, a parcel of land of triangular figure, which the vendor reserves and is not included in the present sale, the northwest side of the said triangle being the continuation of the line separating his emplacement from that of Athanase Veilleux or representative and extending as far as the Chaudière river; the southwest side of the said triangle, Chaudière river side, measuring 137 feet, English measure, and the hypotenuse of the said triangle running from the southeast extremity of the said 137 feet to reach the junction point of the southeast and southwest lines of his emplacement as acquired from Mr. Athanase Veilleux, circumstances and dependencies; the southeast line of the said triangle is taken at 35 feet, more or less, from the river; but the vendor remains also owner of the residue of the land between the said triangle and the Chaudière river, all along the river. The southeast boundary of the said triangle to be marked by a surveyor at the cost of the purchaser.

Subject, however, to a right of way for the said Mr. Wilfrid Quirion over the said lot of land of triangular figure in a road leading to the Chaudière river, as it exists actually, to reach the said river, the said right being personal to the purchaser or representatives and it is understood that Mr. Quirion may use the said road to extract sand for purposes of sale.

Items A and B will be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents which may exist.

Titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made pursuant to Articles 716 and 717 of the Code of Civil Procedure, and also section 55 of the Bankruptcy Act, 1949; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale, and is made in conformity with a judgment

Me Robert Côté, Régistrare L. F. le 13 décembre 1950'

Conditions de paiement: comptant.
Quebec, Qué. le 19 décembre 1950.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 111, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 29045-51-2-o

rendered by Me Robert Côté, Registrar, B.A.
on December 13, 1950.

Conditions of payment: Cash
Quebec, Que., December 19, 1950.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 111 Mountain Hill,
Quebec, Que. 29045-51-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE LENNOXVILLE
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lennoxville que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil municipal à l'hôtel de ville de la susdite-municipalité LUNDI, le VINT-DEUX JANVIER 1951, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêt mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Raycraft, Mme Doris, subdivision 42 du lot numéro 299. Total des taxes municipales et scolaires dues \$364.72.

Raycraft, Mme Doris, partie du lot numéro 307. Total des taxes municipales et scolaires dues \$210.70.

Ces morceaux ou parcelles de terre situés et se trouvant dans le village de Lennoxville et décrits comme suit:

a) Le lot quarante-deux étant la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf du plan cadastral dudit village de Lennoxville avec toutes les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites (42/299).

b) Cette certaine partie du lot numéro trois cent sept du plan cadastral dudit Lennoxville (307) bornée comme suit: vers le nord par la rue Belvédère, vers le sud par le lot numéro quarante-deux, subdivision de deux cent quatre-vingt-dix-neuf, vers l'est par le lot numéro trois cent huit, vers l'Ouest par cette certaine partie du lot trois cent sept, telle que décrite dans ce certain procès-verbal d'arpentage devant S.E. Mead et enregistré à Sherbrooke le 4ième jour d'octobre 1910 sous le numéro 232, tome 67, avec les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites. Y compris dans la donation, les droits de passage sur le côté ouest du terrain ci-dessus décrit, lesquels sont perpétuels en faveur du donataire; la donatrice se réserve pour elle-même personnellement le droit d'utiliser ledit droit de passage de la rue Belvédère à l'avenue Clough, mais ladite réserve est personnelle à la donatrice et ne peut pas être transférée par elle, mais il est entendu et convenu que ladite donatrice se réserve pour elle-même, ses héritiers et ayant-droits le droit d'utiliser en commun ce passage de la rue Belvédère à la grande.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels du village de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Donné sous mon seing, en la ville de Lennoxville, ce 20ème jour de décembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,

W. R. BAKER.

29060-52-2-o

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF LENNOXVILLE
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the Town of Lennoxville, that the properties hereinafter described will be sold by the public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall of the aforesaid municipality MONDAY the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sale.

Raycraft, Mrs. Doris, subdivision No. 42 of lot number 299. Total of municipal and school taxes due \$364.72.

Raycraft, Mrs. Doris, part of lot number 307. Total of municipal and school taxes due \$210.70.

Those certain tracts or parcels of land, situate and being in the Village of Lennoxville and described as follows:

a) Lot number forty-two, being the subdivision of lot number two hundred and ninety-nine, on the cadastral plan of said Village of Lennoxville, with all buildings and improvements thereon erected and made (42/299).

b) That certain part of lot number three hundred and seven on the cadastral plan of said Lennoxville, (307) bounded as follows: towards the north by Belvedere Street, towards the south by lot No forty-two, subdivision of two hundred and eight, towards the west, by that certain part of lot three hundred and seven as described in that certain proces-verbal of survey before S.E. Mead, registered at Sherbrooke, the 4th day of October 1910, under number 232, Vol. 67, with the buildings and improvements thereon erected and made. Included in the donation, the rights of way on the west side of the above described land which are perpetual in favor of the donee; the donor reserves for herself personally the right to use said passage way from Belvedere street to Clough Avenue, but said reserve is personal to the donor and cannot be transferred by her but it is understood and agreed that the said donor reserves for herself, her heirs and assigns the right to use in common that driveway from Belvedere street to the barn.

The above immoveable are all upon the official plan and in the book of reference of the Village of Lennoxville, and situated in the Town of Lennoxville.

Given under my hand, in the Town of Lennoxville, this 20th day of December, 1950.

W. R. BAKER,
Secretary-Treasurer.

29060-52-2-o

Canada, province de Québec, district d'Abitibi

Canada, province of Quebec, district of Abitibi.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE VAL D'OR

THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné que le Conseil de Ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 4004, en date du 18 décembre 1950, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 de la Loi des Cités et Villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Val d'Or, MARDI le TRENTIÈME jour du mois de JANVIER 1951, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 4004 dated the 18th of December 1950, has ordered the undersigned, pursuant to the provision of article 549 of the Towns and Cities Act, to sell the immovables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in payment of arrears of taxes due to the Town of Val d'Or, with interests and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall at the Town Hall of the Town of Val d'Or, on TUESDAY the THIRTIETH day of the month of JANUARY 1951, at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1948, auront été payées avant le moment de la vente.

However there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the taxes falling due on or before the 31st of December 1948, shall have been paid before the sale.

Nom Name	No. du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Lucien Dupuis	34-257	\$523.23	\$ 33.55	\$556.78
Lucien Dupuis	34-258	773.30	62.90	836.20

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

The sale of the immovables described in the present notice is made as the case may be, subject to the conditions of emphyteutic leases which may affect the said immovables.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

Donné à Val d'Or, Que. ce dix-neuvième jour de décembre 1950.

Given at Val d'Or, this nineteenth day of December 1950.

29061-52-2-0

Le Greffier,
J. A. NADON.

29061-52-2-0

J. A. NADON,
Town Clerk.

Province de Québec

Province of Quebec

LA VILLE DE STE-ROSE
COMTÉ DE LAVAL

THE TOWN OF STE-ROSE
COUNTY OF LAVAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Ste-Rose, que l'immeuble ci-dessous désigné sera vendu à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, No. 216 Boulevard Ste-Rose, dans ladite Ville de Ste-Rose, Comté de Laval, MERCREDI, le 31 JANVIER 1951 à 10 heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Ste-Rose, that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, No. 216, Ste-Rose Boulevard, in the said Town of Ste-Rose, County of Laval, WEDNESDAY, JANUARY 31st, 1951 at TEN o'clock in the forenoon.

Pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

To satisfy the payment of the municipal and school taxes with accrued interest and costs, incurred thereon unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of the owner	Numéro de cadastre Cadastral Number	Taxes Mun. & Scol. Mun. & School Taxes
Succ.-Est. Dame Henri Hamelin.	49-227-63	\$30.80

"Un lot de terre situé dans la ville de Ste-Rose à l'intersection des Rues Dufferin et Meadow Lark, connu et désigné comme étant la subdivision deux cent vingt-sept-soixante-trois du lot originaire No. quarante-neuf (49-227-63)

"A lot situated in the town of Ste-Rose at the intersection of Dufferin & Meadow Lark Sts. known as subdivision two hundred and twenty seven-sixty three of the original lot No. forty-nine (49-227-63) of the Official Plan and Book of

des plans et livres de renvoi officiel de la Paroisse de Ste-Rose faisant maintenant partie de la ville de Ste-Rose.

Ce terrain est de forme irrégulière et mesure quatre mille huit cent quatre-vingt-dix-sept pieds (4,897) de superficie, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse."

Donné en la ville de Ste-Rose, ce 28 décembre 1950.

Certifié vraie copie conforme.

(Seau)
29114-1-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

Reference for the Parish of Ste-Rose now Town of Ste-Rose.

This lot is irregular and measures approximately four thousand eight hundred and ninety seven square feet in surface, english measure, more or less, without building."

Given in the Town of Ste-Rose, this December 28th, 1950.

Certified true copy.

(Seal)
29114-1-2-o

L. LABONVILLE,
Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec,
Cour Supérieure

District d'Abitibi, N° 8212. { DAVID GOURD, marchand d'Amos, district d'Abitibi, demandeur contre ALPHONSE LAVERDIÈRE, de Malartic, district d'Abitibi, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Malartic, connu et désigné comme étant le lot numéro 70, de la subdivision du bloc numéro 2, (2-70), aux plan et livre de renvoi Officiel, pour le canton Fournière.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Malartic, le JEUDI 8 FÉVRIER 1951 à 2 heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 30 décembre 1950. 29131-1-2-o
[Première insertion: 5 janvier 1951]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, N° 7164. { R. L. DIMOCK, gérant de Sandy Beach, comté de Gaspé, demandeur, vs VALMONT POIRIER, comté de Gaspé, défendeur.

Une certaine bâtisse située dans le village de Gaspé, comté de Gaspé, érigée sur une partie du lot N° douze (12) dudit village de Gaspé, lequel lot est borné comme suit: au nord par le chemin principal, au sud par le résidu dudit lot, à l'est par le résidu dudit lot N° 12 et à l'ouest par le lot N° 11 propriété de la Corporation Catholique Romaine du village de Gaspé.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Gaspé, comté de Gaspé P.Q., le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., 27 décembre 1950. 29122-1-2
[Première insertion: 5 janvier 1951]

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q.

District de Gaspé, N° 3039. { AUGUST LARSON, gérant de compagnie, domicilié à 31,275 Chemin

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Abitibi, No. 8212. { DAVID GOURD, merchant, of Amos, district of Abitibi, plaintiff; against ALPHONSE LAVERDIÈRE, of Malartic, district of Abitibi, defendant.

An emplacement situate in the town of Malartic, known and designated as being lot number 70 of the subdivision of Block No. 2, (2-70) on the official plan and in the book of reference for the township of Fournière.

To be sold at the parochial church door of Malartic, on THURSDAY, the EIGHTH of FEBRUARY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

Ferdinand Gervais,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, December 30, 1950. 29131-1-2
[First Insertion: January 5, 1951]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, No. 7164. { R. L. DIMOCK, Gargeman of Sandy Beach, County of Gaspé, plaintiff, vs VALMONT POIRIER, County of Gaspé, defendant.

A certain building situated in the village of Gaspé, County of Gaspé, erected on part of lot No. twelve (12) of the said village of the South by the residu of the said lot, on the East by the residu of the said lot No. 12, and on the West by lot No. 11, property of the Roman Catholic Corporation of the village of Gaspé.

To be sold at the parochial church door of Gaspé, County of Gaspé, P.Q., on the TENTH day of FEBRUARY 1951 at TEN o'clock in the morning.

M. J. FURLONG,
Shériff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q., December 27th 1950. 29122-1-2-o
[First insertion: January 5, 1951]

Fieri Facias de Terris
Percé, P. Q.

District of Gaspé, N° 3039. { AUGUST LARSON, Company Manager, residing at 31,275 Bingham Road,

Bingham, Birmingham, Michigan, États Unis d'Amérique, demandeur, vs FRANK, LEVESQUE, opérateur d'autobus, de Madeleine Centre, comté de Gaspé-Nord, province de Québec, défendeur.

a) Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Madeleine Centre, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Seigneurie de Madeleine comme étant la partie sud du lot N° 1, rang 1, Seigneurie de Madeleine, contenant approximativement vingt (20) acres, plus ou moins, étant borné au nord par la propriété de Raoul Roux, au sud par la Seigneurie Madeleine, à l'est par la propriété de Jean Caron et à l'ouest par la propriété de La Fabrique Ste-Madeleine, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

b) Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Madeleine Centre, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Seigneurie de Madeleine comme étant une partie du lot numéro deux (2) de ladite Seigneurie de Madeleine, borné au nord par le chemin public, au sud par la propriété de Jean Caron, à l'est par la propriété de Jean Caron et à l'ouest par la propriété de Raoul Roux, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

c) Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Madeleine Centre, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Seigneurie de Madeleine comme étant une partie du lot numéro trois (3) de ladite Seigneurie de Madeleine, borné au nord par les eaux du Golfe St-Laurent, au sud par le chemin principal, à l'est par la propriété de Jean-Baptiste Caron et à l'ouest par la propriété d'Ernest Caron, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

d) Un certain lot boisé situé dans la municipalité de Madeleine, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Taschereau comme étant la portion ouest du lot numéro six (6) dans le second rang dudit canton de Taschereau, borné au bord par la ligne séparative entre le premier et le second rang, au sud par la ligne séparative du troisième rang: à l'est par la propriété de Daniel Fournier et à l'ouest par la propriété d'Ernest Caron, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

e) Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Madeleine Centre, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Taschereau comme étant la portion ouest du lot numéro dix "A" (10-A) dans le premier rang dudit canton de Taschereau, borné au nord par les eaux du Golfe St-Laurent, au sud par la ligne séparative du rang arrière, à l'est par la propriété de Siméon Gagnon et à l'ouest par la propriété de Patrick Côté, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Madeleine Centre, comté de Gaspé, P.Q., le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., 27 décembre 1950. 29123-1-2
[Première insertion: 5 janvier 1951]

Birmingham, Michigan, United States of America. Plaintiff: vs FRANK, LEVESQUE, Bus Operator, of Madeleine Center, County of Gaspé-North, Province of Quebec; defendant.

a) A certain piece or parcel of land situate at Madeleine Centre, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Seigneurie of Madeleine as the Southern part of lot No 1, Range 1, Seigneurie of Madeleine, containing approximately twenty (20) acres more or less, being bounded on the North by the property of Raoul Roux, on the South by Madeleine Seigneurie, on the East by the property of Jean Caron and on the West by the property of La Fabrique Ste Madeleine, with all buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

b) A certain piece or parcel of land situate at Madeleine Centre, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Seigneurie of Madeleine, as part of lot number two (2), of the said Seigneurie of Madeleine, bounded on the North by the Public Highway, on the South by the property of Jean Caron, on the East by the property of Jean Caron and on the West by the property of Raoul Roux, with all buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

c) A certain piece or parcel of land situate at Madeleine Centre, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Seigneurie of Madeleine as part of lot number three (3) of the said Seigneurie of Madeleine, bounded on the North by the waters of the Gulf of St. Lawrence, on the South by the Main Highway, on the East by the property of Jean-Baptiste Caron and on the West by the property of Ernest Caron, with all buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

d) A certain wood lot situate in the Municipality of Madeleine, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Taschereau, as the Western portion of lot number six (6) in the Second Range of the said Township of Taschereau, bounded on the North by the Division Line between the First and Second Range, on the South by the Third Range Division Line, on the East by the property of Daniel Fournier and on the West by the property of Ernest Caron, with all buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

e) A certain piece or parcel of land situate at Madeleine Centre, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Taschereau, as the Western portion of lot number Ten "A" (10-A), in the First Range of the said Township of Taschereau, bounded on the North by the waters of the Gulf of St. Lawrence, on the South by the Rear Range Division Line, on the East by the property of Simeon Gagnon and on the West by the property of Patrick Côté, with all buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of "Madeleine Center," County of Gaspé, P.Q. on the TENTH day of FEBRUARY 1951 at TEN o'clock in the morning.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office,
Perce, P.Q., December 27th 1950. 29123-1-2-o
[First insertion: January 5, 1951]

JOLIETTE

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In la Cour de l'Échiquier du Canada

Canada, { **DANS** l'affaire de la LOI DE
No. 33915 { **L'IMPOT SUR LE REVENU**
{ **(ET AMENDEMENTS, et GÉ-**
RARD MAJEAU, restaurateur, de Berthierville,
province de Québec.

Comme appartenant audit Gérard Majeau:

Un terrain situé en la paroisse de Lanoraie, faisant partie du lot numéro trois cent trente-quatre (P. 334) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lanoraie, mesurant cent cinquante-huit pieds de largeur, mesure anglaise, par la profondeur qu'il y a à partir de la route Montréal-Québec à aller au fleuve St-Laurent, borné comme suit: En front, par ladite route Montréal-Québec; en arrière par ledit fleuve St-Laurent; d'un côté, par le terrain de René Lessard ou représentants, et de l'autre côté par le terrain de Gilbert Paquette ou représentants, partie du même lot N° 334. Avec maison, trois chalets et une bâtisse servant d'auberge dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Lanoraie, le **DIX-HUITIÈME** jour de **JANVIER** 1951, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT.**
Joliette, le 12 décembre 1950. 29008-50-2
[Première insertion: 16 décembre 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Exchequer Court of Canada

Canada, { **IN THE MATTER OF THE IN-**
No. 33915. { **COME TAX ACT AND AMEN-**
{ **MENT, and GÉRARD MA-**
JEAU, restaurant keeper, of Berthierville, Prov-
ince of Quebec.

As belonging to the said Gérard Majeau:

A lot of land situate in the Parish of Lanoraie, forming part of lot number three hundred and thirty-four (Pt. 334) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lanoraie, measuring one hundred and fifty-eight feet in width, English measure, by whatever depth there may be starting from the Montreal-Quebec Highway to the St. Lawrence river, bounded as follows: In front, by said Montreal-Quebec Highway; in rear by said St. Lawrence river; on one side, by the land of René Lessard or representatives, and on the other side by the land of Gilbert Paquette or representatives, part of same lot No. 334. With a house, three cabins and a building used as an inn thereon erected.

To be sold, at the parish church door of the parish of Lanoraie, on the **EIGHTEENTH** day of **JANUARY**, 1951, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, December 12, 1950. 29008-50-2
[First insertion: December 16, 1950]

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

Canada, { **JOACHIM BÉRU-**
Province de Québec, { **BÉ** de la paroisse
District de Kamouraska. { de St-Éleuthère, dis-
N° 17683 { trict de Kamouraska,
demandeur, vs **ADÉODAT MICHAUD,** peintre
de la paroisse de St-Alexandre, district de Ka-
mouraska, défendeur.

"Un terrain de quarante pieds (40) par cent quatre-vingt pieds (180), borné au nord au chemin public, au sud à Joseph Bérubé, à l'est à Elzéar Dolbec, et à l'ouest à Dame Joseph Bourgoin, faisant partie du lot numéro deux cent quinze (215) du cadastre de la paroisse de St-Alexandre, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Alexandre, **MARDI**, le **SEIZIÈME** jour du mois de **JANVIER** 1951, à **DEUX** heures et **DEMIE** de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **P. E. MARTIN.**
Rivière-du-Loup, 9 décembre, 1950.
28989-50-2
[Première insertion, 16 décembre 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

Canada, { **JOACHIM BÉRU-**
Province of Quebec, { **BÉ**, of the parish
District of Kamouraska. { of St-Éleuthère, dis-
No. 17683 { trict of Kamouraska,
plaintiff; vs **ADÉODAT MICHAUD,** painter,
of the parish of St-Alexandre, district of Ka-
mouraska, defendant.

A lot of land measuring forty feet (40) by one hundred and eighty feet (180), bounded on the north by the public road, on the south by Joseph Bérubé, on the east by Elzéar Dolbec, and on the west by Dame Joseph Bourgoin, forming part of lot number two hundred and fifteen (215) of the cadastre for the Parish of St-Alexandre—with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St-Alexandre, on **TUESDAY**, the **SIXTEENTH** day of the month of **JANUARY**, 1951, at **HALF PAST TWO** o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 9, 1950.
28989-50-2
[First insertion: December 16, 1950]

LABELLE

LABELLE

Fieri Facias de Terris

COUR SUPÉRIEURE

Province de Québec, { **PHILIPPE BÉGIN,** ga-
District de Labelle, { **ragiste,** de la paroisse
N° 3401. { de Sainte-Véronique - de -
{ Turgeon, district de La-
belle, demandeur vs **HENRI-RENÉ VÉZINA**
taxi chauffeur, de la cité et district de Mont-
réal, défendeur.

Un certain lopin de terre faisant partie de la subdivision "un" du lot dix-sept, du troisième

Fieri Facias de Terris

SUPERIOR COURT

Province of Quebec, { **PHILIPPE BÉGIN,** ga-
District of Labelle, { **rage-keeper,** of the
No. 3401. { parish of Ste-Véronique de
{ Turgeon, district of La-
belle; plaintiff; vs **HENRI RENÉ VÉZINA**
taxi chauffeur, of the city and district of Mont-
real, defendant.

A certain parcel of land forming part of sub-
division "one" of lot seventeen, in the third

rang du canton Turgeon (P. 17-I rang 3, canton Turgeon tel morceau de terre ayant une largeur de 75 pieds en front sur la rue principal de Sainte-Véronique-de-Turgeon par 90 pieds de profondeur et borné au nord et à l'est par le reste de la subdivision "un", au sud, par la Montée Tibériade et à l'ouest, par la susdite rue principal et la bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte Véronique de Turgeon à 2 heures de l'après-midi le 6 FÉVRIER 1951.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALFRED BOURDON,
Mont-Laurier, 2 janvier 1951. 29132-1-2-o
[Première insertion: 5 janvier 1951]
[Seconde insertion: 20 janvier 1951]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec } LIONEL PELLE-
District de Montmagny } TIER, marchand,
N° 6038 } de St-Marcel, Cté l'Is-
let, demandeur, vs
ADRIEN PELLETIER, journalier de St-Marcel, Cté l'Islet, défendeur.

"Un terrain mesurant environ huit arpents de profondeur depuis le chemin du petit ruisseau, sur quatre arpents et quatre perches de front, avec les bâtisses dessus construites, borné au nord par Anthime Morin, au sud par le chemin Taché, à l'est par Alfred Caron et à l'ouest par Trefflé Tremblay, maintenant connu comme étant la partie du lot numéro trente-quatre (partie 34) du cadastre officiel fait pour le cinquième rang du Canton Arago."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Marcel, Cté l'Islet, SAMEDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
J.-B. CLOUTIER.

Bureau du Shérif,
Montmagny, 28 décembre 1950. 29115-1-2-o
[Première insertion: 5 janvier 1951]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C' S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } ARMAND PLANTE.
N° 287102 } demandeur, vs CHS.
GEORGES BEAUSOLEIL, défendeur.

"Un immeuble ayant front sur l'avenue Arlington, de la cité de Westmount, composé de:

1. La moitié nord-ouest du lot connu sous le N° 15A de la subdivision du lot originaire numéro deux cent trente (230-½ nord-ouest 15A), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; cette moitié mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 107 pieds et une superficie de 2,675 pieds, mesure anglaise plus moins; et cette moitié étant bornée comme suit:

En front, par l'avenue Arlington, en arrière par une partie du lot N° 230B-15A, du côté nord-ouest, par le lot N° 230-15, et du côté sud-est, par le résidu du dit lot N° 230-15A;

2. La moitié nord-ouest du lot connu sous le numéro quinze A de la subdivision du lot originaire numéro deux cent trente B (230B-½ nord-ouest 15A), aux mêmes plan et livre de renvoi officiels situés en arrière du lot en premier lieu

range of the township Turgeon, (Pt.17-I range 3) township Turgeon, said piece of land measuring a width of 75 feet in front on Principal street of Ste-Véronique-de-Turgeon, by 90 feet in depth and bounded on the north and east by the residue of subdivision "one", on the south by the "Montée Tibériade", on the west by the aforesaid "Principal" street, and the building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Véronique-de-Turgeon, at "Two" o'clock in the afternoon, on the SIXTH of FEBRUARY, 1951.

ALFRED BOURDON,
Sheriff's Office, Sheriff,
Mont-Laurier, January 2, 1951. 29132-1-2
[First insertion: January 5, 1951]
[Second insertion: January 20, 1951]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, } LIONEL PELLE-
District of Montmagny } TIER, merchant,
No. 6038 } de St-Marcel, county
l'Islet, plaintiff, vs
ADRIEN PELLETIER, labourer, of St-Marcel, county l'Islet, defendant.

"A lot of land measuring about eight arpents in depth from the road of the small stream (Petit Ruisseau) by four arpents and four perches in front, with the buildings thereon erected, bounded on the north by Anthime Morin, on the south by the Taché Road, on the east by Alfred Caron, and on the west by Trefflé Tremblay, now known as being part of lot number thirty-four (Part 34) of the official cadastre made for the fifth range of the township Arago."

To be sold at the church door of the parish of St-Marcel, County l'Islet, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of the month of FEBRUARY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. CLOUTIER,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, December 28, 1950. 29115-1-2
(First insertion: January 5, 1951)

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } ARMAND PLANTE.
No. 287102 } plaintiff, vs CHS.
GEORGES BEAUSOLEIL, defendant.

An immovable fronting on Arlington Avenue, of the City of Westmount, composed of:

1. The northwest half of the lot known under number 15A of the subdivision of original lot number two hundred and thirty (230-½ Northwest 15A) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the parish of Montreal; said half measuring 25 feet in width by a depth of 107 feet and a superficial area of 2,675 feet, English measure, more or less, and said half bounded as follows:

In front by Arlington Avenue, in rear by a part of lot No. 230B-15A, on the northwest side by lot 230-15 and on the southeast by the residue of said lot No. 230-15A;

2. The northwest half of the lot known under No. 15A of the subdivision of the original lot Number two hundred and thirty B (230B-Northwest ½ 15A) of same official plan and book of reference situate in rear of the lot firstly described; said

décrit; cette moitié mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 15 pieds, mesure anglaise, plus ou moins; et cette moitié étant bornée comme suit: au nord-est, par la partie sus-décrite du lot N° 230-15A, au sud-ouest, par une ruelle de 15 pieds de largeur, au nord-ouest, par le lot N° 230B-15 et au sud-est, par le résidu dudit lot N° 230B-15A, avec la maison en brique pleine (dont le mur nord-ouest est mitoyen—) et ses dépendances, incluant tous les accessoires qui y sont fixés à perpétuelle demeure, érigée sur lesdits lots, portant le N° 22 de ladite avec rue Arlington.”

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT FÉVRIER 1951, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$810.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Joseph Jean, daté le 10 octobre 1950.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 décembre 1950. 29117-1-2-o
[Première insertion: 5 janvier 1951]

Fieri Facias de Terris
C. de M. District de Montréal

Montréal, à savoir: } SYLVIO LAVIGNE &
N° 90550 } AL demandeurs, vs
PAUL E. FORTIN, défendeur & LE RÉGISTRATEUR de la division d'Enregistrement de Montréal, Mis en-cause.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Germain, en la Ville Saint-Laurent, mesurant trente sept pieds et cinq dixièmes de pieds (37.5) de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, comprenant:

1. Un lot de terre désigné sous le numéro huit cent soixante-cinq, lettre "A", de la subdivision du numéro deux cent quarante-deux (242-865-A), au cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Laurent.

2. La moitié sud-est du lot de terrain désigné sous le numéro huit cent soixante-quatre lettre "A" de la subdivision du dit lot deux cent quarante-deux (242-864-A) (partie S.E.) audit cadastre officiel de la Paroisse de St. Laurent, contenant douze pieds et cinq dixième de pied (12.5) de largeur sur quatre vingt pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins, et tenant en front au Nord-Est, à la dite rue St-Germain, en arrière, au Sud-Ouest, à partie dudit lot deux cent quarante-deux, d'un côté au Sud-Est, au lot huit cent soixante-cinq lettre "A" en premier lieu désigné et de l'autre côté au Nord-Ouest à l'autre moitié dudit lot huit cent soixante quatre lettre "A", avec les bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT FÉVRIER 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Bureau du Shérif,
Montréal, 27 décembre, 1950. 29116-1-2-o
[Première insertion: 5 janvier 1951]

PONTIAC

Cour Supérieure — District de Pontiac

Canada,
Province de Québec, } LORNEY BECHAMP,
District de Pontiac, } du village de Cha-
peau, district de Pontiac,
N° 5263 } barbier, demandeur vs AL-
CIDÉ GAUDETTE, du
canton de l'Île-aux-Allumettes, district de Pontiac, défendeur, Paul A. Martineau, procureur, curateur au délaissement.

half measuring 25 feet in width by a depth of 15 feet, English measure, more or less; and said half being bounded as follows: on the northeast by the above described part of lot No. 230-15A, on the southwest by a lane of 15 feet in width, on the northwest by lot No. 230B-15, and on the southeast by the residue of said lot No. 230B-15A, with solid brick house (the northwest wall whereof is mitoyen) and its dependencies, including all accessories being permanent fixtures erected on the said lots, bearing No. 22 of said Arlington Street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTH of FEBRUARY 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$810.00 will be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Joseph Jean, dated October 10, 1950.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 27, 1950. 29117-1-2
[First insertion: January 5, 1951]

Fieri Facias de Terris
M. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } SYLVIO LAVIGNE &
No. 90550 } AL, plaintiffs; vs
E. FORTIN, defendant; THE REGISTRAR of the Registration Division of Montreal, Mis-en-Cause.

An emplacement fronting on St-Germain Street, in the town of Saint-Laurent, measuring thirty-seven feet and five tenths of a foot (37.5) in width by eighty feet in depth, comprising:

1. A lot of land designated under number eight hundred and sixty-five, letter "A", of the subdivision of number two hundred and forty-two (242-865-A) on the official cadastre for the parish of Saint-Laurent.

2. The southeast half of the lot of land designated under number eight hundred and sixty-four letter "A" of the subdivision of said lot two hundred and forty-two (242-864-A) (S.E. part) on said official cadastre for the parish of Saint-Laurent, measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5) in width by eighty feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front, on the northeast by said St. Germain Street, in rear on the southwest by part of said lot two hundred and forty-two, on one side on the southeast by lot eight hundred and sixty-five letter "A" firstly designated, and on the other side, on the northwest, by the other half of said lot eight hundred and sixty-four, letter "A",—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTH of FEBRUARY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Montreal, December 27, 1950. 29116-1-2
[First Insertion: January 5, 1951]

PONTIAC

Superior Court — District of Pontiac

Canada,
Province of Québec, } LORNEY BECHAMP,
District of Pontiac, } of the village of Cha-
No. 5263 } peau, in the District of
Pontiac, Barber, Plaintiff.
vs ALCIDE GAUDETTE, of the Township of Allumette Island, in the District of Pontiac, Defendant. Paul-A. Martineau, Barrister, Distracting for Costs.

1. Le lot numéro quatre (4), dans le cinquième rang, suivant le plan et livre de renvoi officiels du canton de l'Île-aux-Allumettes, dans le comté de Pontiac, avec ensemble tous les membres et appartenances y appartenant et tous les objets et effets saisissables s'y trouvant, la propriété du défendeur.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MARDI le SIXIÈME jour de FÉVRIER mil neuf cent cinquante et un à DIX heures du matin.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay,
Québec, 18 décembre 1950. 29133-1-2
[Première insertion : 5 janvier 1951]

1. Lot number Four (4), in the fifth range, according to the Official Plan and Book of Reference of the Township of Allumette Island in the County of Pontiac, together with all members and appurtenances there-unto belonging, and all seizable goods and effects therein situated, the property of the defendant.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, on TUESDAY the SIXTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and fifty-one, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay,
Québec, December 18th, 1950. 29133-1-2-o
[First insertion: January 5, 1951]

Cour Supérieure — District de Montréal
Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal, } STEVE SAFRANKO,
N° 283658. } imprimeur, faisant
} affaires, seul sous les
} nom et raison sociale de
} "Associated Press Reg'd"

en les cité et district de Montréal, demandeur, vs NU-WAY CONSTRUCTION AND TILE CO. LTD., corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires en les cité et district de Montréal, à 415 rue McGill, défenderesse, Me Paul Masse, Avocat distrayant.

1. Les parties nord-est des lots vingt-huit et du Grand du neuvième rang du canton de l'Île du Grand Calumet, moins la partie d'icelle vendue par acte sous seing privé par le major H. T. Scott et le major J. M. Scott, tous deux du village de Fort Coulonge, à "Upper Ottawa Improvement Co. Ltd."; ces parties de lots étant décrites dans un acte enregistré le 11 mars 1949, dans le tome 24, Folio 162, N° 31416; et moins la partie vendue à J. W. Sainte-Marie, le 5 juin 1946, à "Sullivan Island Co. Ltd.", enregistré à Pontiac sous le N° 51937, laquelle partie ensemble avec le droit de passage ci-désigné, sont marqués en rouge sur un plan préparé par S. E. Farley, le 19 septembre 1945, et annexé à l'acte de vente à "Sullivan Island Co. Ltd."

2. Les lots trente, trente-et-un, trente-deux, trente-trois et trente-quatre (30, 31, 32, 33 et 34) du neuvième rang et les lots trente-trois et trente-quatre (33 et 34) du huitième rang, auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Grand Calumet.

Les lots mentionnés ci-dessus seront vendus en bloc suivant un jugement rendu par le Juge Harry Batshaw, en Cour Supérieure de Montréal, le 23ième jour de novembre 1950, et aussi un dépôt de \$580 avec chaque offre, représentant un dixième de l'évaluation municipale desdits lots, rendu par le même jugement.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MARDI le SIXIÈME jour de FÉVRIER, à DEUX heures de l'après-midi, en l'année 1951.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay,
Québec, 28 décembre 1950. 29137-1-2
[Première insertion: 5 janvier 1951]

Superior Court — District of Montreal
Canada,
Province of Québec, }
District of Montreal, } STEVE SAFRANKO,
No. 283658. } printer, carrying on
} business alone under the
} firm name and style of
} "Associated Press Reg'd"

in the city and district of Montreal, plaintiff; vs NU-WAY CONSTRUCTION AND TILE CO. LTD., a body politic and corporate having a place of business in the city and district of Montreal, at 415 McGill street; and Me Paul Masse, advocate distracting for costs.

1. The north-East parts of lots twenty-eight and twenty-nine of the ninth range of the Township of Grand Calumet Island, less that part thereof so'd by deed under private signature by Major H. T. Scott and Major J. M. Scott, both of the village of Fort Coulonge, to Upper Ottawa Improvement Co. Ltd.; those parts of lots being described in a deed, which has ben registered on March 11th, 1949, in Vol. 24, folio 162, No. 31416; and less that part sold to J.-W. Sainte-Marie on June 5th, 1946, to Sullivan Island Co. Ltd. registered at Pontiac under No. 51937 which part together with the right of way herein designated are shown in red on a plan prepared by S. E. Farley, September 19th, 1945, and annexed to deed of sale to Sullivan Island Co. Ltd.

2. Lots thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, and thirty-four (30, 31, 32, 33 et 34) of the ninth range and lots thirty-three and thirty-four (33 et 34) of the eighth range on said Official Plan and Book of Reference of said Township of Grand Calumet.

The above mentioned lots will be sold "En Bloc" in obedience to a Judgement rendered by Judge Harry Batshaw, in the Superior Court District of Montreal, on the 23rd day of November, 1950, and also with each bid a deposit of \$580, representing one-tenth of the Municipal Evaluation of the said lots, rendered by the same judgement.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, on TUESDAY, the 6th day of FEBRUARY, at TWO of the clock in the afternoon, in the year, 1951.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay,
Québec, December 28th, 1950. 29137-1-2
[First insertion: January 5, 1951]

QUÉBEC

Fieri Facias

Dans la Cour d'Échiquier du Canada

Québec, à savoir: { **DANS** l'affaire de la Loi de N° 30831.

{ l'Impôt sur le Revenu amendements et dans l'affaire de **ROLAND LAPOINTE**, du village de Cap-Rouge, Province de Québec, hôtelier, à savoir:

Le lot No. 90 (quatre-vingt-dix) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Félix-du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un emplacement situé Côte du Cap-Rouge, mesurant 50 pieds de front sur 70 pieds de profondeur, sans garantie de mesures précises, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, le **NEUVIÈME** jour de **FÉVRIER** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,

AIMÉ DION,

Bureau du Shérif,

Québec, 3 janvier 1951.

29121-1-2-0

[Première insertion: 5 janvier 1951]

[Seconde insertion: 20 janvier 1951]

QUEBEC

Fieri Facias

In the Exchequer's Court of Canada

Quebec, to wit: { **IN** the matter of the Income No. 30831. { Tax Act and amendments and in the matter of **ROLAND**

LAPORTE, of the village of Cap-Rouge, Province of Quebec, hotel-keeper, to wit:

Lot No. 90 (ninety) on the official cadastre for the parish of St-Félix du Cap-Rouge, county of Quebec, being an emplacement situate on Cap-Rouge Hills, measuring 50 feet in front by 70 feet in depth, without guarantee of exact measurements, with the buildings thereon erected, circumstances ad dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Félix du Cap-Rouge, county of Quebec, on the **NINTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, January 3, 1951.

29121-1-2

[First Insertion: January 5, 1951]

[Second Insertion: January 20, 1951]

RIMOUSKI

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11710 { **GEORGES, M-I CHAUD**, entrepreneur de Rimouski-Est (demandeur, vs **LEUDE PARENT** de St-Adelme district de Rimouski, défendeur.

Le lot N° 39, rang 9, canton St-Denis au cadastre officiel de St-Adelme comté de Matane, avec bâtisses desus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Adelme, comté de Matane **LUNDI** le **QUINZE JANVIER** 1951, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

CHARLES GARON,

Bureau du Shérif,

Rimouski, 11 décembre 1950.

28990-50-2-0

[Première insertion: 16 décembre 1950]

RIMOUSKI

Superior Court

Canada, Province de Québec, District of Rimouski, No. 11710 { **GEORGES M-I CHAUD**, contractor of Rimouski-East, plaintiff; vs **LEUDE PARENT**, of St-Adelme, district of Rimouski, defendant.

Lot No. 39, range 9, township St-Denis, on the official cadastre for St-Adelme, county of Matane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Adelme, county of Matane, on **MONDAY**, the **FIFTEENTH** day of **JANUARY**, 1951, at **TWO** o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Rimouski, December 11, 1950.

28990-50-2

[First insertion: December 16, 1950]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11687 { **ANS COTÉ & FILS ALTÉE**, corps politique incorporé ayant un bureau d'affaires à Rimouski, vs **LÉONARD LÉVESQUE**, de Beauséjour, district de Rimouski, défendeur.

"La juste moitié sud-ouest du lot numéro 11, dans la rang A, Canton Macpès borné à l'est à monsieur Lévesque et à l'ouest à un nommé Lavoie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance, le tout tel qu'il appert au certificat de recherches et d'hypothèques produit comme P-3".

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Odile de Rimouski, le **SEIZE JANVIER** 1951, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

CHARLES GARON,

Bureau du Shérif,

Rimouski, 12 décembre 1950

29000-50-2-0

[Première insertion: 16 décembre 1950]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 11687 { **ANS COTÉ & FILS ALTÉE**, a body politic and corporate having a business office in Rimouski, plaintiff; vs **LÉONARD LÉVESQUE** of Beauséjour, district of Rimouski, defendant.

The exact southwest half of lot number 11, in range A, township Macpès, bounded on the east by Mr. Lévesque and on the west by one name Lavoie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the whole as appearing in a certificate of research and hypotheses produced as P-3.

To be sold, at the church door of Ste-Odile de Rimouski, on the **SIXTEENTH** day of **JANUARY**, 1951, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Rimouski, December 12, 1950.

29000-50-2

[First insertion: December 16, 1950]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 288129. **DAME EVA EMILY HAWKE**, veuve de feu Frederick G. Cope, ménagère, Province de Québec, résidant au numéro 460 de l'Avenue Wood, demanderesse, vs **CLIFFORD GEORGE MEEK**, comptable, de la cité et du district de Montréal, Province de Québec, résidant au numéro 3101 de l'Avenue Maplewood, demandeur.

“Une partie du lot numéro treize A (Partie 13A) dans le 4e rang aux plan et livre de renvoi officiels pour la Canton d'Arundel dans le comté d'Argenteuil borné à l'est partie par le Chemin du Roi, partie par une autre partie du dit lot appartenant à Homer E. Cooke ou représentants et partie par le lot 13B dans le dit 4e rang, à l'ouest par la Rivière Rouge, au sud partie par le rang 3 du dit Canton et partie par la dite partie du lot 13A appartenant à Homer E. Cooke ou représentants, et au nord par le lot numéro 14 dans le dit rang quatre.

Avec droit de passage à pied, avec animaux ou en voiture dans cette partie du dit lot 13A appartenant à Homer E. Cooke ou représentants tel que réservé dans l'acte de conventions de Barkmere Golf Club Inc. au dit Homer E. Cooke exécuté devant témoin le 19e jour de juillet 1929 et enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté d'Argenteuil le 10e jour de août 1929 sous le numéro 42548.

Une partie du lot quatorze (Partie 14) dans le 4e rang aux plan et livre de renvoi officiels pour la Canton d'Arundel, borné à l'est partie par le Chemin du Roi et partie par une autre partie du dit lot appartenant à Arundel Cemetery Cie et à Arthur H. Graham ou leurs représentants, à l'ouest par la Rivière Rouge, au sud par le lot 13A dans le dit 4e rang et au nord partie par le lot 15 du dit 4e rang et partie par une partie du lot 14 appartenant à Arundel Cemetery Cie ou représentants.

Le lot numéro quinze (15) dans le 4e rang aux plan et livre de renvoi officiels pour la Canton d'Arundel avec toutes les bâtisses ou autre constructions érigées sur la propriété vendue.

Telle que la propriété vendue se trouve actuellement avec tous ces droits et privilèges sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de Barkmere Golf Club Inc. excepté que la clôture de broche existant le long du premier et du second chemin appartenant à Herbert C. Cooke et peut être changée de place à sa discrétion.

Cette vente est faite avec réserve d'un bail en faveur de William Walter Farrell pour cinq ans à compter du 15 mars 1950.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au palais de justice dans la cité de Saint-Jérôme, le DIX FÉVRIER 1951 à ONZE-TRENTE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **ALBERT FOURNELLE**,
Saint-Jérôme, le 30 décembre 1950.
29134-1-2-o

[Première insertion: 5 janvier 1951]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 288129. **DAME EVA EMILY HAWKE**, widow of the late Frederick G. Cope, housewife of the City of Westmount, in the District of Montreal, Province of Quebec, residing at 460 Wood Avenue, plaintiff, vs **CLIFFORD GEORGE MEEK**, bookkeeper, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, residing at 3101 Maplewood Avenue, defendant.

“A part of lot number thirteen A (pt, 13A) in the Fourth Range on the official Cadastral plan and in the book of Reference of the Township of Arundel, in the county of Argenteuil, bounded to the east partly by the King's Highway, partly by another part of the said lot belonging to Homer E. Cooke or representatives and partly by lot number thirteen B in the said Fourth Range to the west by the Rouge River, to the south partly by the Third Range of the said Township, and partly by the said part of lot number thirteen A belonging to Homer E. Cooke or representatives, and to the north by lot number fourteen in the said Fourth Range.

Together with the right of passage on foot and with animals and vehicles over the part of the said lot number thirteen A belonging to Homer E. Cooke or representatives, as reserved in the deed of conveyance from the Barkmere Golf Club Inc. to the said Homer E. Cooke executed before witnesses on the nineteenth day of July, nineteen hundred and twenty-nine (1929) and registered in the Registry Office for the County of Argenteuil on the tenth day of August nineteen hundred and twenty-nine (1929) under number 42548.

A part of lot number fourteen (Pt.14) in the Fourth Range on the Official Cadastral plan and in the book of Reference of the Township of Arundel, bounded to the east partly by the King's Highway and partly by other parts of the said lot belonging to the Arundel Cemetery Co., and to Arthur H. Graham or their representatives to the west by the Rouge River, to the south by lot thirteen A in the said Fourth Range and to the north partly by lot number fifteen in the said Fourth Range and partly by the part of lot number fourteen belonging to the Arundel Cemetery Co. or representatives.

Lot number fifteen (15) in the Fourth Range on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference of the Township of Arundel.

Together with all the buildings and other constructions erected on the sold property.

As the sold property now subsists with all its rights members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the Barkmere Golf Club Inc. except that the wire fence running along the first and second fairways belongs to Herbert C. Cooke and may be removed at his discretion.”

This sale is subject to lease in favor of William Walter Farrell for a period of five years from March the 15th 1950.

To be sold at Sheriff's office at the Justice Palace in the City of St. Jérôme on FEBRUARY the TENTH 1951 at ELEVENTH-THIRTY o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, December the 30th 1950.
29134-1-2-o

[First insertion: January 5, 1951]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 1

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1368, section "B" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec 5
 1412, section "A" — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la Province. 7
 1412, section "B" — Industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la Province. 11

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

A. C. Baker Company Ltd. (Directeurs) Association des Employés de Peerless Clothing — Peerless Clothing Employees' Association (Formation) 29
 Junior Boy Inc. (Distribution de l'actif) 30
 La Banlieue-Jardin "Cardinal-Villeneuve" — The "Cardinal Villeneuve" Garden Suburb (Fondation) 30
 La Caisse Populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine (Fondation) 29
 La M. D. L. C. (Fondation) 30
 L'Association du Transport Routier du Québec Inc. — Automobile Transport Association of Quebec Inc. (Formation) 30
 Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc. (Règlements) 29
 Les Instituteurs du Richelieu (Formation) 29
 Palace Hotel Company Ltd. (Distribution de l'actif) 29

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés au cours de la présente session 30

CHARTES — ABANDON DE:

Employing Printers Association of Montreal Inc. 31
 Junior Boy Inc. 31
 Palace Hotel Company Ltd. 31

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

New Era Laboratoires Limited 31

COMPAGNIES DISSOUTES:

Beresford Realty Company Limited 32
 Dominion Transport Company, Limited 32

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Archambault, Bernard 33
 Black Lake, ville de 37
 Chicoutimi, cité de 33
 Drummondville, cité de 36
 Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier 35

ORDERS IN COUNCIL:

1368, part "B" — Barber and hair-dressing trades in the district of Quebec 5
 1412, part "A" — Charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the Eastern region of the Province. 7
 1412, part "B" — Men's and boys' hat and cap industry in the Province. 11

1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. C. Baker Company Ltd. (Directeurs) Association des Employés de Peerless Clothing — Peerless Clothing Employees' Association (Formation) 29
 Junior Boy Inc. (Distribution of the assets) 30
 La Banlieue-Jardin "Cardinal-Villeneuve" — The "Cardinal Villeneuve" Garden Suburb (Fondation) 30
 La Caisse Populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine (Fondation) 29
 La M. D. L. C. (Fondation) 30
 L'Association du Transport Routier du Québec Inc. — Automobile Transport Association of Quebec Inc. (Formation) 30
 Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc. (By-Laws) 29
 Les Instituteurs du Richelieu (Formation) 29
 Palace Hotel Company Ltd. (Distribution of the assets) 29

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the present session 30

CHARTERS — SURRENDER OF:

Employing Printers Association of Montreal Inc. 31
 Junior Boy Inc. 31
 Palace Hotel Company Ltd. 31

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

New Era Laboratoires Limited 31

COMPANIES DISSOLVED:

Beresford Realty Company Limited 32
 Dominion Transport Company, Limited 32

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Archambault, Bernard 33
 Black Lake, town of 37
 Chicoutimi, city of 33
 Drummondville, city of 36
 Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier 35

Magog, cité de	34	Magog, city of	34
Montebello, village de <i>et al.</i>	33	Montebello, village of <i>et al.</i>	33
Montréal, Bureau central des écoles protestantes de	35	Montreal, Protestant Central School Board of	35
Montréal, Bureau central des écoles protestantes de	36	Montreal, Protestant Central School Board	36
Montréal, Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de	37	Montreal, Protestant Board of School Commissioners of the City of	37
Pascalis, village minier de	33	Pascalis, mining village of	33
Plessisville, commissaires d'école de	35	Plessisville, School Commissioners of	35
Sillery, cité de	35	Sillery, city of	35
Shawinigan Falls, cité de	32	Shawinigan Falls, city of	32
St-Laurent, ville de	37	St-Laurent, town of	37
Succession Hugh Quinlan	36	Estate of Hugh Quinlan	36
Val d'Or, commission scolaire catholique de	34	Val d'Or, Catholic School Commission of	34

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec (Prélèvement)	17
Comité conjoint des maitres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier <i>et al</i> (Prélèvement)	19
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Prélèvement)	23
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec (Prélèvement)	20
Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement)	13
Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières (Prélèvement)	21
Comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières (Prélèvement)	14
Comité paritaire du camionnage de Québec (Prélèvement)	16
Industrie de la boulangerie dans les cités de Québec et de Lévis (Avis)	24
The Pocketbook Workers Union (Avis)	25

TRÉSOR:

Avis de rachat d'obligations.	38
---------------------------------------	----

TRÉSOR:

Assurances:

Massachusetts Mutual Life Insurance Company	38
---	----

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: pratique du droit.	39
Montréal: pratique du droit.	39
Montréal: pratique du droit.	39
Québec: pratique du droit.	39
Québec: pratique du droit.	40
Trois-Rivières: pratique du droit.	40

LETTRES PATENTES:

Kokko Creek Mining Corporation Ltd.	2
Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.	3
Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.	4
Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe	5
L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe — The Roman Catholic Bishop of Saint Hyacinthe	5

DEPARTMENTAL NOTICES:

LABOUR:

Joint Committee of the Men's, Boy's and Children's Cloth, Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec (Levy)	17
Joint Committee of Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier <i>et al</i> (Levy)	19
Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (Levy)	23
Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec (Levy)	20
Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe (Levy)	13
Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Trois-Rivières (Levy)	21
Joint Committee of the Plumbers of Trois-Rivières (Levy)	14
Comité paritaire du camionnage de Québec (Levy)	16
Baking industry in the cities of Quebec and Lévis (Notice)	24
The Pocketbook Workers Union (Notice)	25

TREASURY:

Notice of redemption of bonds	3
---	---

TREASURY:

Insurance:

Massachusetts Mutual Life Insurance Company	38
---	----

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: practice of law.	39
Montreal: practice of law	39
Montreal: practice of law	39
Quebec: practice of law	39
Quebec: practice of law	40
Trois-Rivières: practice of law.	40

LETTERS PATENT:

Kokko Creek Mining Corporation Ltd.	2
Latayar Israël Resorts (Canada) Inc.	3
Le Centre d'Art de Ste-Adèle Inc.	4
Le Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe	5
L'Évêque Catholique Romain de Saint-Hyacinthe — The Roman Catholic Bishop of Saint Hyacinthe	5

Montreal Securities Corporation.....	3	Montreal Securities Corporation.....	3
St. Henry's Meat & Provision Market Inc.....	3	St. Henry's Meat & Provision Market Inc.....	3
The Bankers' Building Limited — L'Édifice des Banquiers Limitée.....	4	The Bankers' Building Limited — L'Édifice des Banquiers Limitée.....	4
Zinc Métal Corporation.....	4	Zinc Metal Corporation.....	4

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Charters & Charters, Limited.....	40
Dawson Auto Parts Ltd.....	41
Modern Theatre Limited — Théâtre Moderne Limitée.....	41
National Agencies Limited.....	41
Paradis & Fils Limitée — Paradis & Sons Limited.....	42
R. L. Belleau, Inc.....	42
St. Lawrence Independent Oil Company Limited.....	42
The Abbey Co.....	42
Whitehead & Turner Storage Ltd.....	43

LIQUIDATION, AVIS DE:

Acer, McLernon Limited.....	43
-----------------------------	----

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de.....	43
Verdun, commission des écoles catholiques de.....	44

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Quirion, Wilfrid.....	45
-----------------------	----

VENTES POUR TAXES:

Lennoxville, ville de.....	47
Ste-Rose, ville de.....	48
Val d'Or, ville de.....	48

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Gourd vs Laverdière.....	49
--------------------------	----

GASPÉ:

Dimock vs Poirier.....	49
Larson vs Lévesque.....	49

JOLIETTE:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Majeau.....	51
---	----

KAMOURASKA:

Bérubé vs Michaud.....	51
------------------------	----

LABELLE:

Bégin vs Vézina.....	51
----------------------	----

MONTMAGNY:

Pelletier vs Pelletier.....	52
-----------------------------	----

MONTRÉAL:

Lavigne <i>et al</i> vs Fortin.....	53
Plante vs Beausoleil.....	52

PONTIAC:

Bechamp vs Gaudette.....	53
--------------------------	----

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Charters & Charters, Limited.....	40
Dawson Auto Parts Ltd.....	41
Modern Theatre Limited — Théâtre Moderne Limitée.....	41
National Agencies Limited.....	41
Paradis & Fils Limitée — Paradis & Sons Limited.....	42
R. L. Belleau, Inc.....	42
St. Lawrence Independent Oil Company Limited.....	42
The Abbey Co.....	42
Whitehead & Turner Storage Ltd.....	43

WINDING UP NOTICE:

Acer, McLernon Limited.....	43
-----------------------------	----

TENDERS:

Coaticook, town of.....	43
Verdun, Catholic School Commission of.....	44

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Quirion, Wilfrid.....	45
-----------------------	----

SALES FOR TAXES:

Lennoxville, town of.....	47
Ste-Rose, town of.....	48
Val d'Or, town of.....	48

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Gourd vs Laverdière.....	49
--------------------------	----

GASPÉ:

Dimock vs Poirier.....	49
Larson vs Lévesque.....	49

JOLIETTE:

Income Tax Act vs Majeau.....	51
-------------------------------	----

KAMOURASKA:

Bérubé vs Michaud.....	51
------------------------	----

LABELLE:

Bégin vs Vézina.....	51
----------------------	----

MONTMAGNY:

Pelletier vs Pelletier.....	52
-----------------------------	----

MONTRÉAL:

Lavigne <i>et al</i> vs Fortin.....	53
Plante vs Beausoleil.....	52

PONTIAC:

Bechamp vs Gaudette.....	53
--------------------------	----

Safranko vs Nu-Way Construction and Tile Co. Ltd.	54	Safranko vs Nu-Way Construction and Tile Co. Ltd.	54
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Loi de l'impôt sur le revenu vs Lapointe	55	Income Tax Act vs Lapointe	55
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Ans Côté & Fils Ltée vs Lévesque	55	Ans Côté & Fils Ltée vs Lévesque	55
Michaud vs Parent	55	Michaud vs Parent	55
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Hawke vs Meek	56	Hawke vs Meek	56
29138-o		29138-o	